



**HAL**  
open science

# Le rôle des clubs et des réseaux d'intellectuels libéraux dans la diffusion du néo-libéralisme en France. Le cas de l'ALEPS et du groupe des Nouveaux Économistes

Kevin Brookes

## ► To cite this version:

Kevin Brookes. Le rôle des clubs et des réseaux d'intellectuels libéraux dans la diffusion du néo-libéralisme en France. Le cas de l'ALEPS et du groupe des Nouveaux Économistes. 2014. halshs-00954748

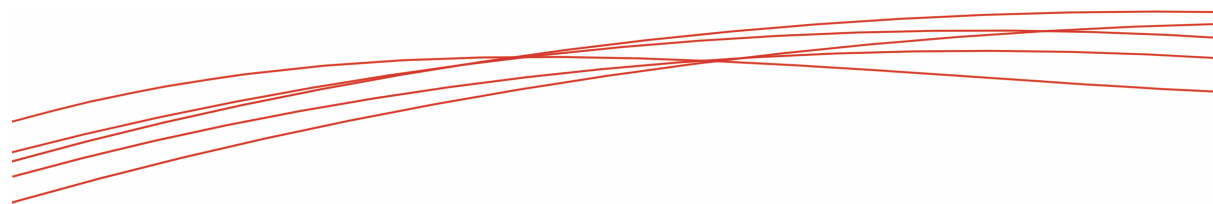
**HAL Id: halshs-00954748**

**<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00954748>**

Preprint submitted on 18 Mar 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



*Sciences Po Grenoble*  
working paper n.16

**Le rôle des clubs et des réseaux d'intellectuels libéraux dans  
la diffusion du néo-libéralisme en France. Le cas de l'ALEPS  
et du groupe des Nouveaux Économistes**

**Kevin Brookes, Univ. Grenoble Alpes, Sciences Po Grenoble, PACTE**

Février 2014

Partners //



Les études consacrées aux *think tanks* en France font souvent état d'une « exception française »<sup>1</sup> qui rend difficile leur comparaison avec les *think tanks* tels qu'ils existent aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni. Les *think tanks* sont des organismes de recherche indépendants qui ont vocation à peser sur l'action publique en mobilisant des savoirs à des fins politiques<sup>2</sup>. Les limites pour l'identification d'équivalents des *think tanks*, type d'organisation d'origine anglo-saxonne<sup>3</sup>, en France sont à la fois liées à leur faible budget<sup>4</sup>, à leur retrait par rapport aux cabinets ministériels ou aux organismes de réflexion publics qui sont les véritables lieux de décision et d'orientation en matière de politiques publiques<sup>5</sup> et à leur faible indépendance vis-à-vis de l'État et son administration en raison du financement largement public de ces organismes<sup>6</sup>. Un autre obstacle vient s'ajouter pour l'identification et l'étude des *think-tanks* en France, c'est la difficulté à distinguer associations, clubs politiques, cercles d'études ou fondations politiques. C'est pourquoi, nous privilégions une définition du *think tank* large adaptée au contexte français comme la définition énoncée par la politiste Philippa Sherington : « organisations relativement indépendantes, impliquées dans la recherche sur un large spectre d'intérêts. Leur objectif premier est de disséminer cette recherche aussi largement que possible avec l'intention d'influencer le processus de formation des politiques publiques »<sup>7</sup>.

L'objectif de notre communication est de montrer l'institutionnalisation progressive de ce que l'on peut considérer le premier *think tank* néo-libéral français, l'Association pour la Liberté Economique et le Progrès Social, qui a contribué à la réception des thèses néo-libérales américaines en France dans le champ intellectuel et académique et à sa diffusion au sein de la droite française dans les années 1980. La nature de cette association et son rôle ont été discutés par les analystes : parfois considérée comme une Société du Mont Pélerin à l'échelle de la France<sup>8</sup>, Michel Offerlé la considère quant à lui comme un *think tank* patronal<sup>9</sup>. Nous montrerons qu'au départ, l'ALEPS est une organisation patronale qui s'adresse à un public spécifique de responsables d'entreprises, qui s'ouvrira par la suite pour devenir un *advocacy tank*, c'est-à-dire une organisation qui vise à jouer un rôle dans « la guerre des idées » en tentant d'exercer une influence autant sur l'opinion publique que sur les décideurs

<sup>1</sup> Lucile Desmoulin, « French Public Policy Research Institutes and Their Political Impact as Another Illustration of the French Exception », in James G. McGann et Richard Kent Weaver (dir.), *Think Tanks & Civil Societies: Catalysts for Ideas and Action*, New Brunswick, Etats-Unis, Transaction Publishers, pp. 139-168 ; Catherine Fieschi et John Gaffney, « French Think Tanks in a Comparative Perspective », in Diane Stone, Andrew Denham et Mark Garnett (dir.), *Think Tanks Across Nations: a Comparative Approach*, Manchester, Manchester University Press, pp. 42-58.

<sup>2</sup> Stephen Boucher et Martine Royo, *Les think tanks: cerveaux de la guerre des idées*, Paris, Félin, 2006 et Andrew Rich, *Think Tanks, Public Policy, and the Politics of Expertise*, Cambridge, Royaume-Uni, Cambridge University Press, 2004.

<sup>3</sup> Thomas Medvetz, « Les think tanks aux États-Unis. L'émergence d'un sous-espace de production des savoirs », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2009, n° 176-177, n° 1, pp. 82-93.

<sup>4</sup> Patrick Papazian, « Think tanks...à la française! Évolution et moyens des groupes de réflexion », in Guillaume Bernard et Eric Duquesnoy (dir.), *Rapport Anteios. Les forces politiques françaises: genèse, environnement, recomposition*, Presses universitaires de France, 2007, pp. 181-185.

<sup>5</sup> John Gaffney, « The Political Think-Tanks in the UK and the Ministerial Cabinets in France », *West European Politics*, 1991, vol. 14, n° 1, pp. 1-17.

<sup>6</sup> Selon Stephen Boucher et Martine Royo, « L'État français a encore le monopole de la pensée », Stephen Boucher et Martine Royo, *Les think tanks: cerveaux de la guerre des idées*, op.cit., p. 78.

<sup>7</sup> Cité dans Stephen Boucher et Martine Royo, *Les think-tank, cerveaux de la guerre des idées*, op.cit., p. 30.

<sup>8</sup> Serge Audier, *Néo-libéralisme (s). Une archéologie intellectuelle*, Grasset, 2012, p. 160 ; François Denord, « Le prophète, le pèlerin et le missionnaire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 145, n°5, 2002, p. 15.

<sup>9</sup> Michel Offerlé, *Sociologie des organisations patronales*, Paris, La Découverte, 2009, p. 42.

politiques<sup>10</sup>. Les dimensions de recherche à proprement parler, ainsi que la volonté d'influer directement sur les politiques publiques n'apparaîtront à la fin des années 1970 lorsqu'une nouvelle génération de militants arrivera à l'ALEPS. Par l'étude de ce cas<sup>11</sup>, qui s'inscrit de manière plus large dans notre travail doctoral sur la circulation des idées néo-libérales en France, nous souhaitons contribuer à la réflexion sur les *think tanks* et les clubs politiques en France de trois manières. D'une part, en retraçant la carrière de ces idées au sein de différentes sphères partisans et non-partisans pour saisir leur appropriation par des forces politiques de droite par une analyse micro-historique des acteurs clefs de ce *think tank*. D'autre part, en montrant que l'ALEPS constitue un des premiers modèles de *think tank* libéral français et qu'en important les idées d'économistes américains, il va également importer les techniques et les objectifs des *think tanks* qui, outre-Atlantique ont été des acteurs clefs pour préparer la Révolution Conservatrice américaine. Ce réseau participe ainsi à ce que Lucile Desmoulins a appelé une « greffe du modèle d'expertise incarné par les think tanks »<sup>12</sup>. Enfin, nous souhaitons mettre en évidence le rôle de passeurs que peuvent jouer les *think tanks* entre le champ intellectuel et politique international et leur contexte politique national.

Pour la réalisation de notre travail, nous nous sommes basés sur trois types de sources. Tout d'abord sur les ouvrages écrits par les acteurs libéraux étudiés, notamment les ouvrages de vulgarisation des thèses économiques libérales produits par les « Nouveaux Economistes ». De plus, nous avons procédé au dépouillement des archives de l'ALEPS afin de retracer les différentes étapes de son développement, ses stratégies, ses lieux de sociabilité et les canaux de diffusion choisis. Ce travail a été complété par des recherches sur les trajectoires biographiques des acteurs étudiés, à partir de la consultation de dictionnaires biographiques comme le *Who's Who in France* ou encore par des entretiens et des recherches personnelles. Nous nous sommes basés également sur les principaux supports de communication de l'Association : les numéros de *Liberté Economique et Progrès Social* diffusés depuis 1969 qui contiennent des articles de fond mais également des comptes rendus de manifestation de l'ALEPS et d'associations « amies » et les exemplaires de *La Nouvelle Lettre* diffusés depuis leur création en 1981 qui sont des commentaires de l'actualité à partir d'un point de vue libéral. Enfin, huit entretiens semi-directifs ont été réalisés avec les membres principaux du groupe des « Nouveaux Economistes » et de l'ALEPS, qui étaient actifs pour certains dans les années 1970 et 1980, afin de reconstituer l'histoire du mouvement et de recueillir le point de vue des acteurs sur leurs propres actions.

Dans un premier temps, nous retracerons la genèse de l'ALEPS puis son évolution organisationnelle la faisant passer d'un statut de club patronal à un *advocacy tank* à la frontière entre savoir et pouvoir. Ensuite, nous montrerons l'ancrage d'une nouvelle génération d'économistes libéraux français dans un cadre transnational et ses conséquences sur les répertoires d'action mobilisés. Enfin, nous analyserons l'effet du militantisme des

---

<sup>10</sup> « [Les *advocacy tanks*] bien qu'ils conservent une indépendance formelle, sont liés à des groupements ou des intérêts idéologiques particuliers. Ils ont tendance à voir leur rôle dans le processus de prise de décision politique comme une guerre des idées à remporter plutôt que comme une recherche désintéressée pour les meilleurs politiques publiques », traduction libre de James G McGann et Richard K. Weaver (dir.), « Think Tanks and Civil Societies in a Time of Change », in James G McGann et Richard K. Weaver (dir.), *Think Tanks & Civil Societies: Catalysts for Ideas and Action*, New Brunswick, Etats-Unis, Transaction Publishers, p.7

<sup>11</sup> Cette communication fait suite à notre recherche pour notre mémoire de M2. Kevin Brookes, *Diffusion et transformation du néo-libéralisme des années 1960 aux années 1980. L'ALEPS et le groupe des Nouveaux Economistes*, mémoire de M2 sous la direction d'Emmanuel Taïeb, IEP de Grenoble, 2012.

<sup>12</sup> Lucile Desmoulins, « Profits symbolique et identité (s) : les think tanks entre affirmation et dénégation », *Quaderni*, n° 70, Automne 2009, p. 11-27.

acteurs de l'ALEPS sur le champ politique français en interrogeant l'influence de ce *think tank*.

### ***1) D'un club patronal défensif à un think tank véhiculant un libéralisme offensif***

L'historien Charles Tilly, dans son étude de longue durée sur la contestation en France a développé la notion de répertoire d'action : « toute population a un répertoire limité d'actions collectives, c'est-à-dire de moyens d'agir en commun sur la base d'intérêts partagés. [...] Ces différents moyens d'action composent un répertoire, un peu au sens où on l'entend dans le théâtre et la musique, mais qui ressemble plutôt à celui de la *commedia dell'arte* ou du jazz plutôt qu'à celui d'un ensemble classique. On en connaît plus ou moins bien les règles, qu'on adapte au but poursuivi [...]. Le répertoire en usage dicte l'action collective. »<sup>13</sup>. Nous trouvons ce concept prenant en compte les contraintes liées au contexte et à la concurrence avec d'autres groupes pertinent pour saisir l'évolution des formes d'engagement et d'action des militants français néo-libéraux des années 1960 aux années 1980.

#### *1.1 Genèse de l'ALEPS : un répertoire d'action patronal*

L'Association pour la Liberté Economique et le Progrès Social a été fondée à la suite d'autres organisations patronales qui partageaient le même but de réhabilitation de la pensée néo-libérale et de défense de l'entreprise privée comme l'Association pour la Libre Entreprise fondée dans les années 1940 par Georges Villiers, président du CNPF. Elle est créée à la fois par des réseaux patronaux conservateurs en pleine concurrence idéologique avec des franges plus réformatrices du patronat et par des réseaux anti-communistes militants ne se reconnaissant pas dans le pouvoir gaullien en place. Ces réseaux ont pour objectif de combattre idéologiquement la gauche, ce qui va conduire cette nébuleuse à créer un forum de discussion commun avec quelques intellectuels comme Jacques Rueff. L'association est fondée le 10 décembre 1966, officiellement sur la suggestion de l'industriel parisien André Arnoux, qui en devient le « président-fondateur », tandis que le syndicaliste Hyacinthe Dubreuil (ex-CGT) en est le Président d'honneur<sup>14</sup> et le professeur Daniel Villey, le Président en exercice. Leur objectif est de mener un combat au sein de l'entreprise, mais aussi au sein de l'église catholique dans la lignée du Centre Libéral Spiritualiste de Pierre Lhoste-Lachaume et de Raoul Audouin, membre de la Société du Mont Pèlerin, ainsi que dans le monde universitaire ; à la même époque Claude Harmel et Achille Dauphin-Meunier, des ex-collaborationnistes anti-communistes créent la faculté autonome autogérée. Les premiers membres actifs de l'ALEPS, bien qu'hétérogènes, ont pour point commun une pluri-appartenance à différentes organisations militantes ou intellectuelles et une position dominante dans leurs champs respectifs. André Arnoux est un chef d'entreprise à la tête d'une entreprise de 1200 salariés, ayant déposé près de 400 brevets. Daniel Villey, le Président en exercice, est quant à lui inscrit de longue date dans un réseau de militants libéraux

---

<sup>13</sup> Charles Tilly, *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986, p. 541-542.

<sup>14</sup> Cette composition n'est pas anodine comme le montre la manière dont l'Association se présenta à sa première manifestation publique : « L'ALEPS s'honore d'avoir à sa tête deux "producteurs", un patron et un ouvrier, tous deux écrivains, son président fondateur M. André Arnoux, son Président d'honneur, M. Hyacinthe Dubreuil. », « Compte-rendu de la Première Semaine de la Pensée Libérale », 14-20 novembre 1968, p.4, *Archives de l'ALEPS*, pochette n°1.

économistes officiant à l'Université. Il est d'ailleurs membre de la Société d'Economie Politique et actif au sein de la Société du Mont Pèlerin depuis quelques années ; il en deviendra le premier Président français en exercice pendant quelques mois avant son décès en 1968. Il est remplacé par Luc Bourcier de Carbon, qui est également un professeur agrégé de sciences économiques qui a été expert auprès du Conseil de l'Europe et de cabinets ministériels. Enfin, Claude Harmel, le secrétaire Général, a joué un rôle décisif de passeur entre différents espaces sociaux pour servir son combat anti-communiste. Il a notamment permis un reclassement d'une jeune génération de militants d'extrême-droite, comme Alain Madelin – qu'il aurait converti au libéralisme économique<sup>15</sup> - ou Hervé Novelli via son implication dans l'Institut d'Histoire Sociale et ses relations avec l'UIMM.

La première action de l'ALEPS fut l'organisation de la remise d'un prix annuel récompensant « un ouvrage mettant en relief le rôle de la Liberté Economique, comme facteur de Progrès Social et de la promotion de l'Homme »<sup>16</sup>. Le prix est remis par des personnalités du patronat (notamment Georges Villiers, président du CNPF) et récompense des personnalités déjà dotées d'un fort capital symbolique telles que les économistes Jacques Rueff et Maurice Allais ou le sociologue Raymond Aron. La deuxième action de l'association sera de créer, en réponse aux « semaines de la Pensée marxiste » organisées par Roger Garaudy, une figure intellectuelle du Parti Communiste d'après-guerre, les « Semaines de la Pensée libérale » qui auront lieu jusqu'en 1974. Ces semaines comprendront des colloques thématiques sur des journées destinées, selon les mots de l'un de ses organisateurs, à « ouvrir le dialogue entre les diverses tendances des libéraux et leurs adversaires »<sup>17</sup>. Elles constituent un forum de sociabilités réunissant universitaires (notamment Michel Crozier), responsables patronaux qui créeront des organismes de réflexion dans les années 1970 (Jean Chenevier créera l'Institut de l'Entreprise, Yvon Gattaz ETHIC), hommes politiques (comme Michel Poniatowski) ou syndicalistes qui ont pour point commun leur virulent anticommunisme.

La création de l'ALEPS s'inscrit dans une vague plus large d'éclosion d'organismes de réflexion patronaux<sup>18</sup>, à l'initiative d'individus appartenant à des réseaux anti-communistes et patronaux et dans la continuité du néo-libéralisme promu durant l'après-guerre<sup>19</sup> qui d'un point de vue doctrinal s'inscrit dans la lignée des acteurs ayant participé au colloque Walter Lippmann<sup>20</sup>. L'ALEPS s'attache donc à la diffusion de la pensée libérale à travers l'utilisation d'un répertoire d'action collective spécifique, se définissant en concurrence avec d'autres et par rapport à une expérience passée. Michel Offerlé<sup>21</sup> a souligné de manière générale l'évolution du répertoire d'action des organisations patronales (et notamment de l'UIMM qui subventionne massivement l'ALEPS) : à côté des répertoires d'actions radicaux et politiques, le patronat a de plus en plus mobilisé un répertoire intellectuel qui est celui de l'expertise et de la réflexion qui mobilise un faible nombre de personnes, contrairement aux répertoires d'actions collectives des syndicats de salariés. L'ALEPS, dans un premier temps, a eu recours à la forme de colloques, de « Bulletins de liaison » qui constituent des formes de

---

<sup>15</sup> Frédéric Charpier, *Génération Occident, op.cit.*, p. 186.

<sup>16</sup> « L'Aleps a quarante ans », *Liberté Economique et Progrès Social, ALEPS*, décembre 2006.

<sup>17</sup> Henri Masbonson, « Grand Prix André Arnoux remis à Monsieur le Chancelier de l'Institut Jacques Rueff, membre de l'Académie Française, par Monsieur Georges Villiers, Président d'honneur du CNPF », 21 juin 1967, *archives de l'ALEPS*, Pochette n°3, p.3.

<sup>18</sup> Régis Boulat, « Les clubs de réflexion patronaux » in Jean-Claude Dumas (dir.), *Dictionnaire historique des patrons français*, Paris, Flammarion, 2010, p.1040.

<sup>19</sup> Sur ces réseaux, voir François Denord, *Néo-libéralisme, version française* □ : *histoire d'une idéologie politique*, Paris, Demopolis, 2007.

<sup>20</sup> Cf. Serge Audier, *Néo-libéralisme(s). Une archéologie intellectuelle*, Grasset, 2012.

<sup>21</sup> Michel Offerlé, *Sociologie des organisations patronales, op.cit.*

« mobilisations silencieuses »<sup>22</sup> et des véritables lieux de sociabilité réunissant une certaine élite intellectuelle permettant également un accès privilégié aux décideurs politiques, ce qui sera la facette intellectuelle de la diffusion de ce libéralisme patronal défensif. L'association qui se positionne en réaction à des doctrines concurrentes qui effraient le patronat comme l'autogestion ou l'intégration des salariés à la prise de décisions, a également mené un combat plus directement politique par la suite en concevant et en diffusant des arguments idéologiques visant à contrer électoralement la montée de la gauche<sup>23</sup>. Ce libéralisme patronal conservateur porté par des acteurs patronaux occupe une fonction idéologique au sens de Paul Ricoeur<sup>24</sup> dans la mesure où il véhicule un discours qui légitime un système déjà en place en essayant de convaincre les participants d'adhérer à ce système. Il se place dans une optique défensive parce qu'il considère qu'il est attaqué de tous les côtés et souhaite donc lui donner une représentation publique à travers l'organisation de ces semaines qui ont un but à la fois médiatique, mais aussi un rôle intégrateur ; il s'agit alors de réunir tous les acteurs qui craignent la subversion de syndicats communistes ou l'arrivée de la gauche au pouvoir susceptibles de remettre en cause leurs conceptions tout comme leur intérêt matériel.

Le libéralisme économique, faiblement théorisé, et défendu de manière idéologique par les acteurs de l'ALEPS à sa création, n'a eu qu'un écho relativement limité<sup>25</sup>. Les intellectuels néo-libéraux d'après-guerre qui en font la promotion peuvent être ainsi considérés comme des « prophètes wéberiens »<sup>26</sup>, dans la mesure où leur engagement est individuel et repose davantage sur leur charisme que sur une appartenance à une communauté intellectuelle. La figure de Jacques Rueff en est une excellente illustration<sup>27</sup> : il a, fait une carrière brillante de haut fonctionnaire et de conseiller du Prince (conseillant notamment Raymond Poincaré, Paul Reynaud et Antoine Pinay), mais sa légitimité ne provient pas de son appartenance à un réseau universitaire<sup>28</sup>, mais de sa personnalité et de son prestige personnel. Il en était de même pour les acteurs patronaux défenseurs de la liberté économique et impliqués dans l'ALEPS comme le membre du CNPF Pierre de Calan, qui bien qu'accumulant capital culturel (diplômé de l'École Libre des Sciences Politiques), économique (patron d'entreprise) et symbolique (responsable syndical), ne parvint pas à faire dominer sa vision du monde auprès de ses pairs<sup>29</sup>. Davantage patronal qu'intellectuel, le militantisme de ces acteurs semble très loin de la volonté de rénovation intellectuelle du néo-libéralisme et de sa diffusion tel qu'on la voit par exemple au Royaume-Uni à la même

<sup>22</sup> *Ibid.*, p.63.

<sup>23</sup> Claude Harmel diffusera des textes pamphlétaires à destination des cadres et des enseignants à la veille des élections législatives de 1978 et au moment de l'affaire LIP, à l'aide du financement de l'UIMM.

<sup>24</sup> L'idéologie occupe selon le philosophe Paul Ricoeur trois fonctions qui sont la dissimulation de l'ordre existant, la légitimation du pouvoir en place et la création de médiations symbolique pour accroître l'intégration à un groupe. Cf. Paul Ricoeur, *L'idéologie et l'utopie*, Paris, Le Seuil, 1986.

<sup>25</sup> A titre d'exemple, cet extrait d'un article du *Monde* au sujet d'une semaine de la pensée libérale : « L'assistance était peu nombreuse, et M. Maurice Allais souligna combien ce manque d'intérêt pour l'économie et la pensée libérales justifiait son inquiétude. Sur la quarantaine de personnes venues écouter les orateurs, aucun marxiste ne se leva pour apporter la contradiction ». Cf. « La Semaine de la Pensée Libérale. M. Maurice Allais : la société économiquement libérale n'est en Occident qu'une apparence », *Le Monde*, 20 novembre 1968

<sup>26</sup> Cf. Gisèle Sapin « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2009/1 n° 176-177, p. 8-31.

<sup>27</sup> Cf. François Bourricaud, « Le libéralisme de Jacques Rueff » in François Bourricaud et Pascal Salin, *Présence de Jacques Rueff*, Paris, Plon, 1989, pp. 11-90.

<sup>28</sup> Devant ses camarades de Polytechnique à une réunion organisée par le groupe *X-Crise*, il avait prononcé en 1934, un discours marquant sa profonde différence avec ses pairs : « Pourquoi malgré tout je reste libéral ». Cf. Georges Lane, « Jacques Rueff, un libéral perdu chez les planistes », in Alain Madelin (dir.), *Aux sources du modèle libéral français*, op.cit., p. 413-435.

<sup>29</sup> Il échoua à se faire élire à la tête du CNPF pour en faire un « patronat politique ». Cf. Henri Weber, *Le parti des patrons : le CNPF (1946-1986)*, Paris, Editions du Seuil, 1991.

époque, mais s'apparente plus à la poursuite d'un combat mené dans d'autres organisations prenant la forme d'un club social de réflexion mondain.

### *1.2 La constitution du groupe des « Nouveaux Economistes » : un répertoire d'action basé sur une légitimité scientifique*

La trajectoire du groupe des « Nouveaux Economistes »<sup>30</sup> qui prendra le contrôle de l'ALEPS dans les années 1970 diffère de leurs prédécesseurs. A l'acteur patronal cultivé, militant et isolé faisant figure de prophète va se substituer la figure de l'économiste universitaire ancré au sein d'une « communauté intellectuelle »<sup>31</sup> formant un groupe de pairs qui agissent « en tant que corps professionnel, au nom de la science et d'une compétence socialement reconnue dans un domaine »<sup>32</sup>, ce qui s'oppose ici à l'engagement individuel, sur le mode charismatique du prophète wébérien. Pour reprendre la distinction de Max Weber entre le prophète et le prêtre<sup>33</sup>, les Nouveaux Economistes s'apparentent à des prêtres dans la mesure où ils s'inscrivent à la fois dans une tradition de pensée préexistante (l'école libérale austro-américaine) et agissent sur un registre d'experts d'une science économique en voie d'institutionnalisation dans le monde au point de former une véritable science de gouvernement<sup>34</sup>. Ils se mobilisent dans le champ académique de la science économique où ils s'attèlent à l'importation des concepts, des méthodologies, des résultats empiriques mais aussi des nouveaux domaines de recherche en provenance de leurs collègues américains en rupture avec la matrice keynésienne. D'autre part, ils prennent part aux débats politiques et intellectuels de l'époque, en réaction à des thèses défendues par des militants de gauche, qui sont également des économistes qui deviendront « conseillers du Prince ».

Le groupe des « Nouveaux Economistes » est officiellement constitué en 1977 à la suite de colloques scientifiques organisés par des écoles de Commerce à Paris. Il est créé notamment à l'initiative de Jean-Jacques Rosa et de Jacques Garello qui a l'idée du nom s'inspirant des « Nouveaux Philosophes » et de la « Nouvelle cuisine »<sup>35</sup>. L'utilisation de ce label dans un objectif de communication témoigne de la volonté d'acquérir une audience bien au-delà du champ académique à partir duquel vont naître leurs convictions. Le contexte de création du groupe est très favorable à leurs idées : économiquement, la crise pétrolière qui se déclenche en 1973 et 1974 remet en cause les thèses keynésiennes qui sont jugées, dans le nouveau contexte international, incapables de répondre à la crise de la stagflation, ce qui favorise la diffusion des idées monétaristes faisant porter la responsabilité de l'inflation sur la création monétaire qu'il convient de limiter. Internationalement, on assiste à une consécration des économistes libéraux de l'école monétariste de l'école autrichienne d'économie dont les principaux représentants Friedrich Hayek et Milton Friedman reçoivent respectivement le prix Nobel d'économie en 1974 et en 1976. Au niveau national, on assiste au développement du

---

<sup>30</sup> Voir en annexe, un tableau listant les membres principaux du groupe.

<sup>31</sup> Caractérisé par les modes d'affiliation qui régissent l'entrée dans le groupe, de légitimation qui régit la reconnaissance auprès des pairs, et de consécration qui produit une reconnaissance auprès d'un public élargi, selon Rémy Rieffel, *Les intellectuels sous la Ve République (1958-1990)*, Paris, Hachette, 1995, 3 volumes.

<sup>32</sup> Gisèle Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », *art.cit.*

<sup>33</sup> « Le prêtre est au service d'une tradition sacrée, tandis que le prophète revendique son autorité en invoquant une révélation personnelle ou en se réclamant d'un charisme », Max Weber, *Économie et société*, Paris, France, Pocket, coll. « Agora », 1995, p. 190.

<sup>34</sup> Cf. Olivier Ihl et Martine Kaluszynski, « Pour une sociologie historique des sciences de gouvernement », *Revue française d'administration publique*, 2002, vol. 102, n° 2, pp. 229-243.

<sup>35</sup> Entretien avec Jacques Garello, 8 juin 2012.



mouvement des néo-aroniens se faisant les porteurs d'un libéralisme politique à travers la revue *Contrepoint* puis *Commentaire* créée en 1976<sup>36</sup> et à la naissance du groupe des « Nouveaux Philosophes » considérés comme des alliés par les acteurs de l'ALEPS en raison de leurs critiques du totalitarisme et des penseurs marxistes – ce qui a certainement contribué à influencer le choix du nom du groupe<sup>37</sup>. C'est également une période où le patronat est effrayé par la perspective d'une victoire de la gauche et d'une application de son programme commun comprenant des nationalisations, l'incitant à financer le combat intellectuel à travers la création d'organisations patronales qui travailleront de consort avec les Nouveaux Economistes, comme l'*Institut de l'Entreprise*.

Une sociologie des membres du groupe des Nouveaux Economistes réalisée à partir d'une analyse de leurs trajectoires biographiques<sup>38</sup> nous permet de relever des éléments communs qui en font un véritable collectif. En premier lieu, ils appartiennent à une même génération d'après-guerre : ils ont tous au moment de la constitution du groupe moins de 40 ans, et n'ont donc pas connu la crise de 1929 et les troubles économiques et politiques qui s'en sont ensuivis. Ces économistes ont pour point commun d'être quasiment tous titulaires du plus haut niveau de diplôme qu'est le doctorat en sciences économiques ou en finance. Alors que l'enseignement économique n'est pas encore réellement institutionnalisé à l'Université (l'économie est enseignée lors d'une année d'ouverture dans des cursus de droit ou de science politique), ils ont souvent passé une partie de leur scolarité à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris où certains se sont rencontrés. Ils sont tous richement dotés en capital culturel, institutionnel (appartenance à des Grandes Ecoles ou à des universités parisiennes), et social. Cependant, leur origine politique est variée – ils ne manquent d'ailleurs pas de rappeler que c'est par l'étude de la science économique qu'ils sont devenus libéraux et non pour des raisons idéologiques – : Jean-Jacques Rosa a été Secrétaire Général du Club Jean Moulin, Florin Aftalion un cadre du PSU<sup>39</sup>, tandis que Jacques Garelo est à l'origine un conservateur attaché à l'Algérie française<sup>40</sup>. Une autre dimension importante de ce groupe est sa socialisation aux travaux et aux évolutions libérales de la science économique américaine. Une partie importante des membres de ce groupe ont réalisé au moins une année de leurs études aux Etats-Unis. Henri Lepage a réalisé une année à l'Université du Colorado en obtenant la bourse Fulbright où il a fait l'apprentissage des théories de Samuelson et y découvre les écrits de Friedrich Hayek avant de poursuivre ses études à la London School of Economics. Florin Aftalion a bénéficié d'une bourse lui permettant d'étudier à la Northwestern University à Chicago où il fera un Master in Business Administration puis un doctorat. André Fourçans a également obtenu un MBA aux Etats-Unis et obtiendra un PHD de l'Université de l'Indiana, tandis que Frédéric Jenny a fait un Master d'économie à l'Université d'Harvard. Parallèlement à ces individus, un groupe d'étudiants de la faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris, insatisfaits de l'enseignement en économie qui leur était promulgué - insuffisamment théorique à leurs yeux – décident de créer en 1961, le « Séminaire de théorie économique Jean-Baptiste-Say » qui réunit alors Pascal Salin, Alain Wolfelsperger, Daniel Pilisi et Emil Claassen. Ces étudiants en train de rédiger leurs thèses se

---

<sup>36</sup> Cf. Gwendal Châton, *La liberté retrouvée. Une histoire du libéralisme politique en France à travers les revues aroniennes "Contrepoint" et "Commentaire"*, thèse de science politique sous la direction de Jean Baudouin soutenue en 2006 à l'Université de Rennes I.

<sup>37</sup> Albert Garand, « Les nouveaux philosophes et le libéralisme », *Liberté économique et progrès social*, n°27, juillet-août-septembre 1977, p.14-22.

<sup>38</sup> Cf. tableau en annexe. On remarque qu'au sein de ce groupe quatre personnalités qui se distingueront par un activisme plus important (Pascal Salin, Henri Lepage, Jacques Garelo, Florin Aftalion).

<sup>39</sup> Henri Lepage, « Les Nouveaux Economistes, leur apport scientifique et politique », *Institut de l'Entreprise*, 9 janvier 1979.

<sup>40</sup> Entretien avec Jacques Garelo, 8 juin 2012.

réunissaient dans le cadre du séminaire pour discuter de textes qu'ils produisaient, et également pour échanger autour d'articles publiés dans des revues de sciences économiques américaines (particulièrement l'*American Economic Review*). Ils rédigent ensemble un premier ouvrage collectif<sup>41</sup> sur la théorie du revenu permanent de Milton Friedman (démontrant la stabilité du niveau de consommation dans le temps qui s'explique par le calcul rationnel des consommateurs). Cette proximité avec les thèses monétaristes et cette fréquentation de milieux scientifiques internationaux est visible notamment par leurs publications dans des ouvrages collectifs en langue anglaise<sup>42</sup> ou par l'organisation de congrès de science économiques internationaux à Dauphine à partir de la fin des années 1960 par le biais de l'Institut Economique de Paris qui publie régulièrement un bulletin véhiculant ces thèses. A titre plus anecdotique, Pascal Salin a été invité par Robert Mundell à un colloque à Chicago en 1966 avec Valéry Giscard d'Estaing qu'il a dû présenter au parterre d'économistes présents<sup>43</sup>.

Les membres des « Nouveaux Economistes » appartiennent tous à un corps professionnel spécialisé et organisé, régi par des rites de passage (doctorat et agrégation) qui viennent renforcer le sentiment d'appartenance au groupe. Ils détiennent une légitimité auprès de leurs pairs par leurs travaux scientifiques qu'ils publient sur des questions de théorie économique ou de finance souvent de manière collective, en publiant des articles dans des revues spécialisées, leurs cours<sup>44</sup>, ou en participant ensemble à des jurys de thèses et à des colloques. Enfin, la publication d'ouvrages de vulgarisation, la collaboration régulière avec des grands quotidiens comme *Le Figaro* ou la participation à des réunions publiques à forte affluence organisées par l'ALEPS, produisent une reconnaissance plus large qui les rend identifiable en tant que groupe. Les « Nouveaux Economistes » forment donc bien un groupe, relativement homogène, engagé dans le débat intellectuel qui se situe lui-même à la frontière entre champ scientifique et politique<sup>45</sup>.

Ils publient collectivement, ou individuellement des ouvrages destinées à faire connaître l'analyse micro-économique, le monétarisme, l'école des choix publics, l'école de Virginie, la théorie du capital humain de Gary Becker, autant de courants qui participent à un travail scientifique collectif de réhabilitation de l'économie classique et néo-classique. L'ensemble de ces ouvrages sont écrits en réponse à ceux publiés à la même époque par des jeunes économistes proches du PS comme Jacques Attali ou Marc Guillaume, auteurs de l'*Anti économique*<sup>46</sup> qui critiquent les postulats et les conceptions épistémologiques de la science économique classique et notamment de la micro-économie qui se développe aux Etats-Unis. Ces militants se fondent eux-mêmes sur des auteurs américains comme John Kenneth Galbraith qui dans ses ouvrages<sup>47</sup> établit une critique virulente des thèses néo-classiques de ses collègues américains. C'est donc dans le cadre de cette importation en France d'une querelle principalement épistémologique (doit-on partir de l'individu et de sa rationalité pour appréhender les phénomènes économiques ?) opposant des économistes familiers des thèses classiques qu'ils ont souvent découvertes par leurs études aux Etats-Unis

---

<sup>41</sup> Daniel Pilisi, Emil-Maria Claassen, Pascal Salin, Jean-Claude Milleron, Alain Wolfelsperger, *Une contribution à la théorie du revenu permanent*, Paris, Presses Universitaires de France, 1965.

<sup>42</sup> Pascal Salin, "Inflation in France" in L.B. Krause et W.S Salant (dir.), *Worldwide Inflation Theory and Recent Experience*, The Brookings Institution, Washington D.C., p. 545-587.

<sup>43</sup> Entretien avec Pascal Salin, 27 mai 2012.

<sup>44</sup> Le cours de *Théorie micro-économique* de Jean-Jacques Rosa de 1977 est souvent cité par Henri Lepage. Cela montre également que les « Nouveaux Economistes » diffusent leurs idées au travers de leurs enseignements.

<sup>45</sup> Gisèle Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », *art.cit.*

<sup>46</sup> Jacques Attali, Marc Guillaume, *L'anti-économique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1972.

<sup>47</sup> John Kenneth Galbraith, *La science économique et l'intérêt général*, Paris, Gallimard, 1974 ; John Kenneth Galbraith, *L'ère de l'opulence*, Paris, Calmann-Lévy, 1961.

et des économistes de gauche nourris à la littérature de la *New Left* américaine que naît le groupe des « Nouveaux Economistes ». Leur premier colloque est tenu en 1975 à l'ESSEC et donne lieu à un ouvrage collectif, *L'économie retrouvée*<sup>48</sup>, intégrant les principales contributions de ses participants. Cet ouvrage, dirigé par Jean-Jacques Rosa, professeur à l'IEP de Paris, et Florin Aftalion, professeur à l'ESSEC, a un objectif clair affiché dès l'introduction qui est de défendre et d'approfondir la science économique classique et de se positionner clairement par rapport aux « anti-économiques ». Alors que la validité du paradigme de l'*homo oeconomicus* qui postule la rationalité des choix et du comportement de l'acteurs est rappelée, l'ensemble des contributions dresse un panorama de la science économique contemporaine à partir d'« analyses, anciennes dans leur principe mais souvent nouvelles par leur domaine d'application<sup>49</sup> » comme le crime, le choix politique ou la monnaie. *L'économie retrouvée* servira de référence non seulement pour les Nouveaux Economistes et leurs disciples mais bien au-delà ; Michel Foucault s'en servira, avec le livre d'un autre économiste Henri Lepage, comme base pour certaines parties de son cours au Collège de France sur la *Naissance de la Biopolitique*<sup>50</sup>. Il fera l'objet de nombreuses critiques et d'un ouvrage collectif rédigé par des économistes proches du PS et de l'école de la régulation en réponse<sup>51</sup>. Les dates de parution de tous les ouvrages collectifs et individuels des « Nouveaux Economistes » et des « Anti-Economiques » de gauche coïncident avec la campagne des élections législatives de 1978, ce qui témoigne d'une certaine volonté de la part des économistes des deux bords de participer à leur manière au débat public. Pascal Salin résume ainsi le passage du débat au sein du champ académique au débat public : « Cela paraît naturel de vouloir projeter des idées auxquelles on tient à l'extérieur. Cela fait partie de la volonté de lutter contre les idées socialistes et les communistes [...] On avait la volonté de se positionner par rapport aux thèses socialistes pour avoir une audience »<sup>52</sup>.

A côté de ces contributions s'inscrivant dans une polémique propre au champ de la science économique, Henri Lepage joue un rôle crucial dans le développement du groupe des Nouveaux Economistes à travers la publication de son best-seller *Demain le capitalisme* en 1978<sup>53</sup>. Revenons tout d'abord sur la trajectoire de l'auteur. Ce journaliste économique qui commence sa carrière en écrivant dans le magazine *Entreprise* dirigé par Michel Drancourt lié au patronat et proche de l'ALEPS, avait été initié à l'économie néo-classique et aux auteurs libéraux américains lors de ses études réalisées dans des universités américaines et anglaises. Dans le cadre de son travail, il interviewe régulièrement des économistes et s'intéresse particulièrement aux économistes américains de l'école de Chicago. Il poursuit ses recherches dans le cadre de l'Institut de l'Entreprise créé dans un contexte de fin des Trente Glorieuses et d'une volonté de la part du patronat de se réarmer idéologiquement et culturellement<sup>54</sup>. Financé pour ses recherches sur ces économistes américains, il utilise cette opportunité pour s'abonner à tout ce qui constitue à l'époque les lieux de consécration académiques pour les économistes libéraux américains comme le *Journal of Political Economy* ou de consécration militante comme *Reason Magazine*, d'obédience libertarienne. L'Institut de l'Entreprise lui demande au même moment de s'impliquer dans ce qui était le débat de l'époque, l'auto-

<sup>48</sup> Florin Aftalion, Jean-Jacques Rosa (dir.), *L'économie retrouvée. Vieilles critiques et nouvelles analyses*, Paris, Economica, 1977.

<sup>49</sup> *Ibid.*, p.10

<sup>50</sup> Cf. Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique: cours au Collège de France (1978-1979)*, Paris, France, Gallimard, coll. « Hautes études », 2004, p. 221-294.

<sup>51</sup> Wladimir Andeff, Annie Cot, Roger Frydman, Lucien Gillard, François Michon, Robert Tartarin, *L'économie fiction : contre les nouveaux économistes*, Paris, Editions F. Maspero, 1982.

<sup>52</sup> Entretien avec Pascal Salin, 27 mai 2012.

<sup>53</sup> Henri Lepage, *Demain le capitalisme*, Paris, Hachette, 1978.

<sup>54</sup> Régis Boulat, « Du Centre de Recherche des Chefs d'entreprise à l'Institut de l'Entreprise », *art.cit.*

gestion, dans un contexte où le patronat craignait l'arrivée au pouvoir de la gauche. Insatisfait par la manière dont le patronat et l'ALEPS défendaient le libéralisme économique, il voit à travers ses lectures un courant qui « [leur] donne des arguments scientifiques », en opposition aux « arguments idéologiques assésés sous forme de slogan »<sup>55</sup> par les acteurs libéraux de l'époque. Se voulant un « vulgarisateur intermédiaire »<sup>56</sup> il écrit des papiers pour l'Institut de l'Entreprise en s'inspirant d'ouvrages qu'il découvre à la bibliothèque de la LSE à Londres aboutissant à l'ouvrage *Autogestion et capitalisme, réponses à l'anti-économie*<sup>57</sup> qui démontre sur des « bases scientifiques » la supériorité du capitalisme sur l'autogestion. Henri Lepage décide de réaliser un voyage de quelques semaines financé par son employeur pour rencontrer directement les auteurs qu'il cite abondamment dans ses écrits. Soutenu par Jean Chenevier, Président de l'Institut de l'Entreprise, il décide de réaliser à partir de ses notes et de ses recherches un ouvrage devant s'appeler « Quand le capitalisme renaîtra » et qui deviendra finalement *Demain le capitalisme*<sup>58</sup> qui dresse un panorama de ce qu'Henri Lepage appelle lui-même le mouvement « néo-libéral » et ses apports<sup>59</sup>. Henri Lepage va alors pouvoir bénéficier de l'aide des réseaux néo-aroniens qui sont alors en train de créer la revue *Commentaire*. Georges Liébert créé à l'époque la collection « Pluriel » au sein de la Maison d'Édition Hachette et *Demain le capitalisme* est l'un des premiers ouvrages de sciences sociales de cette collection à être publié, tandis que Jean-François Revel, disciple de Raymond Aron, qui est alors directeur de l'hebdomadaire *L'Express*, écrit un article élogieux qui va contribuer à stimuler les ventes de l'ouvrage<sup>60</sup>. L'ouvrage d'Henri Lepage vendu à plus de 100 000 exemplaires, constituera une référence parmi les sympathisants libéraux : il est recommandé dans toutes les permanences de parlementaires de l'UDF<sup>61</sup> et si l'on en croit l'auteur, « Alain Madelin a appris sa théorie économique dans [ses] bouquins » (Henri Lepage deviendra d'ailleurs par la suite son conseiller politique). Son livre se verra conférer une consécration nationale médiatique faisant l'objet de commentaires abondants dans la presse et dans diverses revues, notamment en raison du caractère stratégique de la date de publication de l'ouvrage qui est tiré à la veille des élections législatives de 1978<sup>62</sup>. Enfin, Henri Lepage recevra une consécration internationale militante, car la traduction anglaise de *Demain le capitalisme* sera préfacée par l'économiste, futur prix Nobel d'économie James Buchanan<sup>63</sup>.

Suite à ces succès, Jacques Garello décide d'organiser la première « Université d'été de la Nouvelle Economie » qui se réunit à l'Université d'Aix-en-Provence pour la première fois dans une petite salle de cours<sup>64</sup>. Les thèmes de ce premier événement qui réunit tous les Nouveaux Economistes sont très proches de ceux abordés dans leurs ouvrages,

<sup>55</sup> Entretien avec Henri Lepage, 16 mai 2012.

<sup>56</sup> L'expression est de lui et désigne celui qui traduit des recherches économiques pour un public informé et influent comme les journalistes (il n'est pas sans rappeler le terme de « brocanteur d'idées » inventé par Friedrich Hayek. Cf. entretien avec Henri Lepage, 18 mai 2012.

<sup>57</sup> Henri Lepage, *Autogestion et Capitalisme*, Paris, Editions Masson, 1978.

<sup>58</sup> Henri Lepage, *Demain le capitalisme*, Paris, Editions Hachette, 1978.

<sup>59</sup> Il utilise le préfixe *néo* non au sens d'une rupture avec le libéralisme classique mais au contraire au sens du renouvellement et de l'approfondissement des théories néo-classiques. Cf. Henri Lepage, *Demain le capitalisme*, *op.cit.*, p. 20.

<sup>60</sup> Jean-François Revel, « Le Roi est habillé », *L'Express*, 27 février, 1978.

<sup>61</sup> Antoine Cassan, « Premiers éléments pour une bibliothèque libérale, pouvant servir à la constitution d'un fonds de livres à l'usage des permanences UDF », novembre 1981, *Archives de l'Aleps*, pochette n°4.

<sup>62</sup> La publicité est assurée à grand renfort de placards publicitaires dans la presse à la veille des élections. Cf. Eric Izard, « Economie et mode rétro », *France Nouvelle*, 10 juillet 1978.

<sup>63</sup> Henri Lepage, *Tomorrow, capitalism*, (pref. James Buchanan), Open Court Publishing Company, 1982. Cette préface selon Henri Lepage vaut mieux que « l'obtention de n'importe quel PHD ». Cela l'aidera notamment à entrer dans la Société du Mont Pélerin. Entretien avec Henri Lepage, 23 mai 2012.

<sup>64</sup> « Principaux thèmes de l'Université d'été », *Liberté économique et progrès social*, n°31, juillet-août-septembre 1978 (numéro spécial Nouveaux Economistes), p.8-20.

particulièrement leur opposition farouche à la doctrine keynésienne. Ces Universités d'Été constitueront pendant des années le lieu de rencontres et de diffusions à la fois scientifique et politique de ces Nouveaux Economistes lors de ces rencontres annuelles thématiques auxquelles participent figures académiques internationales (certains prix Nobels d'Economie comme Ronald Coase ou Gary Becker), acteurs politiques issus des rangs de la droite partisane et universitaires français. En parallèle, les membres du groupe du Séminaire Jean-Baptiste Say constitué de professeurs enseignants à Paris-Dauphine jouent également un rôle de passeurs scientifiques internationaux en organisant régulièrement des congrès à Paris-Dauphine faisant intervenir des représentants du néo-libéralisme américain (dont Milton Friedman ou Fritz Machlup).

On a vu qu'au cours des années 1970, la nature de l'ALEPS change profondément. Son idéologie, aux contours flous dont ressort principalement l'anti-communisme laisse place à des militants du néo-libéralisme américain. Son répertoire d'action mobilisant au préalable des formes de mobilisation silencieuse s'appuie de plus en plus sur le mode de l'expertise reposant sur un usage militant des sciences sociales. Enfin, les acteurs qui s'appuyaient préalablement sur leur légitimité charismatique vont accroître leur audience à partir d'une légitimité scientifique dont il bénéficie en profitant du contexte économique mondial. Le triple mouvement de ces acteurs vers une radicalisation idéologique, un recours au registre de l'expertise appuyé sur une légitimité scientifique, ira de pair avec leur insertion dans des réseaux transnationaux de diffusion du néo-libéralisme, en particulier la Société du Mont Pèlerin.

## ***2) L'ancrage transnational des Nouveaux Economistes et l'importation du modèle des think tanks dans le cadre français***

La Société du Mont Pèlerin a été créée à l'initiative de Friedrich Hayek en 1947 à Vevey en Suisse. Son objectif était de développer un réseau international d'intellectuels libéraux (principalement universitaires mais aussi patronaux), en partant du principe qu'il avait défini dans un article, « Les intellectuels et le socialisme » selon lequel « [les libéraux] ont besoin de leaders intellectuels, prêts à résister aux séductions du pouvoir et de la popularité, et qui soient prêts à travailler pour un idéal, quand bien même ses chances de réalisation seraient maigres ». Il appelait alors aux promoteurs du libre marché à retrouver la foi dans « le pouvoir des idées qui fut la force du libéralisme dans ses grandes heures »<sup>65</sup>. La société du Mont Pèlerin organise depuis des meetings internationaux tous les deux ans, tandis que des meetings régionaux sont tenus de manière plus régulière. Ces lieux de sociabilité pour intellectuels libéraux parfois marginalisés dans leurs propres pays, sont l'occasion d'acquérir un capital social important en côtoyant des Prix Nobel, des intellectuels militants ou des personnalités politiques de premier plan, qui leur permettent d'acquérir un capital symbolique auprès des militants de leur propre pays ; l'appartenance à ce réseau crée une distinction entre ceux qui font partie de cette Société dont l'intégration se fait par cooptation et ceux qui n'en font pas partie<sup>66</sup>.

---

<sup>65</sup> Friedrich Hayek, *Studies in Philosophy Politics, Economics*, Routledge and Kegan Paul, 1967, traduction française Christophe Piton, *Essais de philosophie, de science politique et d'économie*, Paris, Les Belles Lettres, 2007, p.293.

<sup>66</sup> Certains portent le signe distinctif de la « cravate Adam Smith » pour montrer leur attachement à l'un des pères fondateurs de l'économie. C'est le cas notamment de Pascal Salin qui la porte lors de ses interventions médiatiques.

## 2.1 Les Nouveaux Economistes : Pèlerins français du libéralisme

Depuis l'origine, des français ont participé à la Société du Mont Pèlerin ; en effet, Maurice Allais, Bertrand de Jouvenel et François Trévoux formaient une petite délégation à la première réunion constitutive, cependant, leurs positions proches de l'ordo-libéralisme allemand les ont progressivement marginalisés par rapport aux libéraux américains ou autrichiens qui se sont imposés progressivement dans la société à la fin des années 1960. C'est dans ce cadre d'une prépondérance de leurs idées et de leur domination numérique que les Nouveaux Economistes vont être intégrés à ce réseau, parmi les leaders internationaux de ce libéralisme qui jouissent alors d'un prestige académique international conféré par l'appartenance à des départements d'Universités prestigieuses (comme Columbia ou Chicago) ou par des titres tels que le « prix Nobel d'économie » remis par la banque royale de Suède et qui a consacré peu à peu le travail des économistes austro-américains<sup>67</sup> : Milton Friedman, Friedrich Hayek, Ronald Coase et Gary Becker, principaux leaders internationaux verront tous leur travail consacré par le prix Nobel d'économie. Le professeur Gaston Leduc, l'un des derniers néo-libéraux français héritier du néo-libéralisme modéré d'après-guerre, est élu Président de la société du Mont Pèlerin en 1974. L'ALEPS peut donc alors se targuer à l'époque d'avoir parmi ses membres le Président de la Société du Mont Pèlerin et la plupart de ses membres français<sup>68</sup>. Les Nouveaux Economistes qui commencent à développer leur notoriété à l'époque sont de plus en plus intégrés à la société. Jacques Garelo qui devient Président de l'Aleps en 1980 avait déjà présenté une contribution lors d'un meeting régional de la Société du Mont Pèlerin tenu à Salzbourg dès 1973 avant d'en devenir membre à part entière en 1976<sup>69</sup>. A la lecture des comptes rendus des participations aux meetings internationaux de la Société du Mont Pèlerin<sup>70</sup>, on remarque que deux français sont, par la suite, particulièrement bien associés aux travaux des rencontres internationales de la Société qui se tiennent tous les deux ans : il s'agit d'Henri Lepage et de Pascal Salin. Par exemple, le premier participe en 1978 au 22<sup>ème</sup> meeting international de Hong Kong en présentant une contribution sur le cas de la France afin d'analyser si le « courant de marée » s'inverserait en faveur des idées libérales en France (voir tableau en annexe). Ces rencontres internationales sont l'occasion d'échanges intellectuels directs avec les figures historiques de la promotion du libéralisme économique comme Friedrich Hayek (Henri Lepage fait un commentaire de l'actualité de la *Route de la Servitude* à un des meetings), Milton Friedman (lors d'une session Pascal Salin répond à une contribution de Milton Friedman) ou Gary Becker. Ces rencontres permettent également de tisser un vaste réseau entre personnalités et organisations libérales internationales, faisant des membres de la Société du Mont Pèlerin français des passeurs de premier plan de la circulation internationale des idées libérales dans le débat intellectuel national.

La fréquentation de ces leaders internationaux de la diffusion du libéralisme radical qui inspirent la Révolution conservatrice anglaise (1979) et américaine (1981) a des conséquences importantes pour les acteurs libéraux français se regroupant autour du groupe des « Nouveaux Economistes ». Florin Aftalion, hors du cadre de la Société du Mont Pèlerin,

---

<sup>67</sup> Pour une petite histoire du prix et sa portée symbolique voir Frédéric Lebaron « Le « Nobel » d'économie », *Actes de la recherche en sciences sociales*1/2002 (n° 141-142), p. 62-66.

<sup>68</sup> *Liberté économique et progrès social*, janvier, février, mars 1975, p.49.

<sup>69</sup> Entretien avec Jacques Garelo, 8 juin 2012.

<sup>70</sup> « Inventory of the General meeting files (1947-1998) », Archives Web de *Liberaal Archief* (Gand, Belgique). Inventaire des archives téléchargeable en ligne : <http://www.liberaalarchief.be/MPS2005.pdf>

a rencontré James Buchanan dans les années 1970<sup>71</sup>, l'un des fondateurs de l'école des choix publics, Henri Lepage a quant à lui rencontré toute cette mouvance libérale aux Etats-Unis ce qui lui permettra de nouer des bons contacts avec ces personnalités qu'il retrouvera à la Société du Mont Pélerin, mais aussi avec des *think tanks* comme l'*American Enterprise Institute*. La circulation internationale des idées libérales, notamment véhiculées par des *think tank* comme l'*Institute of Economic Affairs* dont les publications nourrissent la réflexion des nouveaux économistes français<sup>72</sup> et contribuent à leur radicalisation et à leur intérêt croissant pour des questions qui vont au-delà du domaine économique. La plupart découvrent et se allient aux théories de Friedrich Hayek et plus largement aux thèses de l'école autrichienne d'économie. Ce changement de références de la part des acteurs libéraux français est donc très important : loin de se cantonner à un seul champ de la politique économique, ils s'investissent désormais dans une réflexion plus générale sur la société et son organisation en prônant un retrait de l'Etat de différentes sphères d'activité, non seulement pour des raisons économiques (justification utilitariste), mais sur des bases morales et intellectuelles dont ils puisent les sources dans des auteurs comme Friedrich Hayek ou Ludwig Von Mises (justification déontologique). Jacques Garelo, en 1984, symbolise bien cette déférence vis-à-vis du penseur autrichien quand il écrit : « Les Nouveaux Economistes ont donc été, en France, l'amorce d'un mouvement de pensée mondiale qui reconnaît comme père spirituel Friedrich von Hayek, prix Nobel d'Economie en 1974 »<sup>73</sup>. La volonté de diffusion de la pensée de ce « père spirituel » va être clairement visible chez les Nouveaux Economistes et l'ALEPS qui travailleront de consort à faire connaître les thèses de leur maître.

## 2.2 La traduction et l'appropriation des écrits des « prophètes » néo-libéraux internationaux comme registre d'action politique

Une fois convaincus par ces idées auxquels ils ont été sensibilisés dans un cadre largement transnational, leur objectif sera de les importer en France, puis de les politiser en les inscrivant dans le débat public contemporain. Ils se serviront de l'ALEPS qui vivra à la fin des années 1970 une relève générationnelle et qui sera progressivement composée quasiment exclusivement des Nouveaux Economistes et de leurs proches. Cette volonté de l'ALEPS de s'ouvrir aux penseurs libéraux internationaux est largement portée par Jacques Garelo qui indique clairement dans son premier éditorial du bulletin de l'ALEPS en 1980 son intention de faire de l'association un vecteur de transmission des idées libérales internationales dans le débat intellectuel en France en « élargissant la brèche libérale afin de faire pénétrer le souffle de liberté qui nous vient de l'extérieur. »<sup>74</sup>. Florin Aftalion créé en 1978 la collection « Libre-échange » aux Presses Universitaires de France qui a joué un rôle de premier plan dans la diffusion des idées libérales, car celle-ci publiera non seulement des traductions des ouvrages majeurs de Friedrich Hayek ou de Ludwig Von Mises, mais également des ouvrages

---

<sup>71</sup> Cette rencontre a été marquante pour lui, car elle l'a introduit aux profonds désaccords qui existaient au sein de la mouvance libérale et libertarienne (notamment la division autour de la figure de Murray Rothbard décrit comme un « crackpot » par Buchanan). Pour saisir toute la complexité et les divergences au sein du mouvement libertarien aux Etats-Unis voir Sébastien Caré, *Les libertariens aux Etats-Unis, sociologie d'un mouvement asocial*, *op.cit.*

<sup>72</sup> Par exemple, Pascal Salin indique avoir pris connaissance de la théorie de Hayek sur la privatisation de la monnaie par une publication de l'Institute for Economic Affairs. Cf. Pascal Salin, « Who are we ? Where are we ? Some personal remarks », *An Austrian in France, Un autrichien en France. Essais rédigés en l'honneur de Jacques Garelo*, Turin, La Rosa, 1997, p. 395-408.

<sup>73</sup> Jacques Garelo, « La vérité sur la Nouvelle Economie », *Liberté économique et progrès social*, n°49, mars 1984, p.24.

<sup>74</sup> Jacques Garelo, « Ouvrir les fenêtres », *Liberté économique et progrès social*, n° 40, décembre 1980-janvier 1981 (spécial prix nobel), p.2-4.

d'analyse et de vulgarisation de ces penseurs<sup>75</sup>, ainsi que des essais écrits par des Nouveaux Economistes. C'est Raoul Audouin, administrateur de l'ALEPS à la retraite, encouragé par Jacques Garelo, qui va d'abord s'employer à la traduction de plusieurs ouvrages majeurs de la pensée libérale autrichienne et notamment l'œuvre la plus aboutie de Friedrich Hayek, *Droit, législation et liberté*, qui a été publié en anglais en trois tomes : en 1973, 1976 et 1979, ainsi que le livre principal de Ludwig Von Mises, *L'action humaine*. Le bulletin de l'ALEPS publie des extraits des traductions en cours de Raoul Audouin faisant la présentation des auteurs et de leurs idées de manière synthétique, tout en proposant des tarifs préférentiels pour ses adhérents qui sont incités à faire connaître ces livres. L'ALEPS met à disposition une bibliographie libérale afin de « donner à tous les libéraux français les moyens de figurer dans le combat des idées, et de le remporter<sup>76</sup> ».

La publication de la traduction en 1980 du premier tome de *Droit, législation et liberté*, va être l'occasion pour les Nouveaux Economistes de diffuser leurs thèses au-delà de leur cercle d'adhérents en invitant Friedrich Hayek à l'Assemblée Nationale à une conférence présidée par Raymond Aron<sup>77</sup>. La mise en place de cette rencontre faisait suite à un précédent projet à l'initiative de Friedrich Hayek (conseillé par Lepage) visant à le faire venir à Paris pour participer à une rencontre entre « Nouveaux philosophes » et « Nouveaux économistes », sous l'égide de Raymond Aron qui avait refusé - celui-ci avait déjà décliné une autre invitation à une séance de la société du Mont Pèlerin<sup>78</sup>. C'est Pascal Salin qui est à l'initiative du projet mobilisant des députés UDF (Georges Mesmin, Charles Millon, Alain Madelin, Gérard Longuet, Edmond Alphandéry, Jacques Douffiagues, et François Léotard) et des Nouveaux Economistes pour une séance d'hommage à Friedrich Hayek, et il contacte dans ce but Raymond Aron. Même si ce dernier et Friedrich Hayek s'étaient déjà rencontrés en 1938 au colloque Lippmann, le libéralisme des deux hommes n'était pas le même<sup>79</sup>, tout comme leur caractère<sup>80</sup>. Malgré ces divergences, la conférence sur « L'hygiène de la démocratie » est organisée près de deux mois après l'élection de Ronald Reagan dans une salle de l'Assemblée Nationale le 4 décembre 1980. La conférence a attiré près de 300 personnes tandis que le prix Nobel d'économie a critiqué devant le public présent certains dangers de la démocratie. Pascal Salin se souvient quant à lui du dîner amical qui s'ensuivit au restaurant *La Tour d'Argent* à Paris, au cours duquel Friedrich Hayek lui remis une carte postale du restaurant avec la phrase suivante écrite dessus : « The market is not merely a better adaptation, but an adaptation to the constant necessity of re-adaptation to ever changing circumstances<sup>81</sup>. » Friedrich Hayek, après une visite à l'Hôtel Matignon pour rencontrer le Premier Ministre Raymond Barre qui avait traduit une partie de ses écrits<sup>82</sup>, offre, à quelques mois de l'élection présidentielle de 1981, un entretien dans l'Express intitulé « Friedrich Hayek ou la route de la

---

<sup>75</sup> Notamment l'ouvrage issu de la thèse d'Etat de Philippe Nemo portant sur la pensée de Hayek : *La société de droit selon Hayek*, Paris, Presses Universitaires de France, 1988.

<sup>76</sup> Jacques Garelo, éditorial, « La liberté a des livres », *Liberté économique et progrès social*, n°41, mai 1981, p.2-3.

<sup>77</sup> « L'Hygiène de la démocratie, traduction du texte anglais de la conférence prononcée le 4 décembre 1980 à l'Assemblée Nationale à Paris par Friedrich Hayek », *Liberté économique et progrès social*, n° 40, décembre-janvier 1981, p. 20 -33.

<sup>78</sup> Serge Audier, *op.cit.*, p. 507-508.

<sup>79</sup> A ce sujet voir Luc Ferry et Alain Renaut, « Droits-libertés et droits-créances, Raymond Aron critique de Friedrich A. Hayek », *Droits*, 1985, 2, p. 75-84.

<sup>80</sup> Guy Sorman, *La révolution conservatrice américaine*, Paris, Fayard, 1983.

<sup>81</sup> Anecdote relatée dans Pascal Salin, "Austrian Economics—The Ultimate Achievement of an Intellectual Journey," *Libertarian Papers* 1, 9, 2009, p.7-8.

<sup>82</sup> Pascal Salin avait été l'intermédiaire entre les deux hommes. Il raconte l'anecdote dans *Français n'ayez pas peur du libéralisme*, Paris, Odile Jacob, 2007.



liberté »<sup>83</sup> dans lequel il rappelle son parcours, tout en affirmant que Margaret Thatcher est devenue libérale en lisant son livre, *La Constitution de la liberté*.

De la même manière, profitant de la conjoncture politique et économique et politique internationale, Milton Friedman et Rosa Friedman sont invités au Sénat la même année en octobre et rendent visite à l'ALEPS aux Nouveaux Economistes au siège de l'ALEPS réunis à cette occasion avec Anthony Fisher, figure centrale des militants néo-libéraux au Royaume-Uni<sup>84</sup>. Tandis que « Milton Friedman a tenu à assurer [les libéraux français] de son soutien, et [leur] a rappelé combien le cheminement des idées libérales avait été chaotique même aux Etats-Unis, patrie de la libre entreprise et du fédéralisme », Antony Fisher, présenté comme « entrepreneur en idées libérales » va partager sa longue expérience de militantisme intellectuel en recommandant aux militants français de faire appel aux fonds d'entrepreneurs pour financer leurs activités, afin de « fournir un ensemble considérable de documents probants, qui influenceront les mass-média et les hommes qui façonnent la politique. »<sup>85</sup>. Ce témoignage de celui qui a créé l'*Institute of Economic Affairs* au Royaume-Uni en 1955, collaboré à la création du Fraser Institute de Vancouver en 1975 et qui créera en 1981 un vaste réseau d'organisation d'organisations libertariennes, l'« Atlas Economic Research Foundation »<sup>86</sup> est de première importance pour les Nouveaux Economistes alors que ces derniers veulent jouer un rôle à la veille de l'élection présidentielle de 1981.

L'ensemble de ces rencontres avec des acteurs de premier plan dans la diffusion du néo-libéralisme semble avoir eu de l'impact sur les réflexions organisationnelles de l'ALEPS et des Nouveaux Economistes. Dans un éditorial collectif de *La Nouvelle Lettre* publiée de manière hebdomadaire (et probablement inspirée des *newsletters* des *think tanks* américains), les Nouveaux Economistes les plus impliqués expliquent clairement leur filiation avec la stratégie des organisations anglaises et américaines : « tous les artisans de la victoire de la Nouvelle Economie aux Etats-Unis sont d'accord sur le diagnostic : le succès n'a été possible que parce que le message intellectuel était de meilleure qualité, et peu à peu reçu par un plus large public. Nous entamons cette tâche pour la France. »<sup>87</sup>. Pour cela « Le Conseil d'administration de l'ALEPS est décidé à faire un effort exceptionnel pour promouvoir les livres de la liberté. Les artisans de la poussée libérale aux Etats-Unis sont unanimes : s'ils ont réussi c'est parce qu'ils se sont imposés au niveau intellectuel »<sup>88</sup>. Deux ans après, les Nouveaux Economistes, menés par Pascal Salin décident d'officialiser la création de l'Institut Economique de Paris qui se rapproche de l'organisation et des objectifs recherchés par l'*Institute for Economic Affairs* et qui se donne justement pour objectif de « fournir les instruments intellectuels nécessaires à l'apparition d'une nouvelle culture économique après des décennies de domination presque absolue d'une pensée dirigiste surannée »<sup>89</sup>. L'Institut a pour directeur des recherches Pascal Salin, pour membre d'honneur Friedrich Hayek, et dispose d'un comité international de patronage comprenant Raoul Audouin (France), Antony Fisher, (Etats-Unis) ou encore le professeur Gordon Tullock, l'un des théoriciens de l'école des choix publics. L'Institut Economique de Paris sera d'ailleurs inauguré par Antony Fisher

---

<sup>83</sup> « Friedrich Hayek ou la route de la liberté », *L'Express*, 13 décembre 1980.

<sup>84</sup> « Milton Friedman invité de l'ALEPS le 18 octobre 1980 », *Liberté économique et progrès social* n° 40, décembre-janvier 1981 (spécial prix nobel), p.5-16.

<sup>85</sup> *Ibid.*

<sup>86</sup> Richard Cockett, *Thinking the unthinkable*, *op.cit.*

<sup>87</sup> Editorial Jacques Garelo, Henri Lepage, Pascal Salin, *La Nouvelle Lettre*, n°2, 5 mai 1981

<sup>88</sup> Jacques Garelo, éditorial, « La liberté a des livres », *Liberté économique et progrès social*, n°41, mai 1981, p.2-3.

<sup>89</sup> « Création de l'Institut Economique de Paris », *Liberté économique et progrès social*, n°45, décembre 1982, p.43.

qui reviendra à Paris pour encourager l'initiative tout en avertissant les militants français de se tenir à l'écart du monde « politicien » et que « L'essentiel est de pouvoir avoir une prise sur l'opinion publique et d'aider les hommes politiques à comprendre ce qu'ils doivent faire »<sup>90</sup>. L'Institut a écrit par la suite de nombreuses notes envoyées aux décideurs politiques. Cette stratégie d'action est encore martelée par l'historien Léonard Liggio inséré dans divers réseaux de *think-tanks* libertariens, figure du mouvement libertarien au niveau international qui vient donner lui aussi une conférence à l'ALEPS sur le thème : « D'où vient la réussite de Ronald Reagan. Ideas have always consequences<sup>91</sup>. » Reprenant une des thèses développées par le philosophe conservateur Richard Weaver considérant que les idées contribuent fortement à influencer le monde, il vient expliquer devant les militants libéraux français présents à quel point Ronald Reagan a été influencé par la lecture de l'auteur français Frédéric Bastiat<sup>92</sup> et à quel point des organisations et des *think tanks* comme la *Foundation for economic education* ont joué un rôle important dans la réalisation de la Révolution Conservatrice américaine<sup>93</sup>. Le modèle des militants libéraux français est sans ambiguïté : il s'agit, sur le plan des idées des penseurs libertariens américains, et sur le plan de la stratégie, les *advocacy tanks* défendant les idées néo-libérales auprès des partis conservateurs au Royaume-Uni et aux États-Unis, préparant ainsi le terrain à la Révolution Conservatrice américaine et qui sont considérés par les politistes spécialistes des *think tanks* comme les plus efficaces et les plus influents<sup>94</sup>.

Le « noyau dur » des Nouveaux Economistes constitué autour de Pascal Salin, Henri Lepage, Florin Aftalion et Jacques Garello, est donc, au début des années 1980, bien inséré dans la Société du Mont Pèlerin et en contact direct avec les grandes figures intellectuelles et militantes du renouveau des idées libérales dans le monde. Ces intellectuels ont évolué progressivement de l'économie néo-classique et du monétarisme à une conception globale de l'action humaine et de la société conceptualisée par des intellectuels libertariens aux États-Unis. Cette radicalisation sera accompagnée, dans un contexte international favorable aux idées néo-libérales, par des contacts étroits avec des *think-tanks* et organisations militantes internationales qui recommandent aux acteurs libéraux français d'adopter la stratégie hayékienne consistant à changer le climat d'opinion à long terme afin de rendre les changements politiques possibles.

### **3) L'engagement des Nouveaux Economistes et leur effet sur le champ politique**

Après avoir contribué à importer les théories économiques néo-libérales dans les champs académique et intellectuel en les inscrivant dans le contexte politique de leur temps, les Nouveaux Economistes s'attèleront au cours des années 1980 à la mise en œuvre de leurs idées dans le champ politique. Les études existantes sur la diffusion du néo-libéralisme dans la vie politique diffèrent quant à l'appréciation du phénomène : alors que certains chercheurs

---

<sup>90</sup> Anthony Fisher, « Pourquoi l'Institute of Economic Affairs », Conférence prononcée à l'Institut Economique de Paris le 29 septembre 1982, *Liberté économique et progrès social*, n°46-47, Octobre 1983 (numéro double, p.5-8. Il est indiqué sur la couverture de ce bulletin que L'Institute of Economic Affairs est un « exemple ».

<sup>91</sup> *Liberté économique et progrès social*, n°46-47, octobre 1983 (numéro double)

<sup>92</sup> Frédéric Bastiat (1801-1850) a été à la fois un publiciste et un parlementaire français qui défendait dans un style concis à travers ses pamphlets, discours et ouvrages, des thèses en faveur du libre-échange dénonçant les interventions de l'Etat dans l'économie.

<sup>93</sup> *Liberté économique et progrès social*, n°46-47, octobre 1983 (numéro double), p.9-12

<sup>94</sup> Voir par exemple Andrew Rich, « War of ideas: Why mainstream and liberal foundations and the think tanks they support are losing in the war of ideas in American politics », *Stanford Social Innovation Review*, 2005, vol. 3, n° 1, pp. 18-25.

parlent d'un « tournant néo-libéral »<sup>95</sup> insistant sur le début des années 1980 comme moment de rupture, d'autres sont plus nuancés et préfèrent décrire cette évolution comme un « moment néo-libéral » pour la droite<sup>96</sup> ou comme une série d'« inflexions néo-libérales » dans les politiques publiques<sup>97</sup>. Les causes avancées pour tenter de l'expliquer sont multiples et souvent complémentaires : contexte international, conversion des élites administratives, configuration politique, contexte économique... Il ne s'agit pas là de trouver une cause expliquant ce changement, ni d'interroger l'ampleur du changement de paradigme au sein des partis politiques et dans l'action publique (question vivement discutée par ailleurs), mais de montrer en quoi les « Nouveaux Economistes » regroupés au sein de l'ALEPS, ont contribué à ce changement de référentiel au sein de la classe politique à droite par un militantisme actif mobilisant divers canaux, registres d'action et ressources.

Les membres du groupe des Nouveaux Economistes, depuis l'origine, avaient déjà eu un certain engagement politique de par leurs publications individuelles attaquant l'idéologie socialiste à la veille des élections législatives de 1978 et en participant à deux débats contradictoires avec leurs alter-égo, économistes au Parti Socialiste (notamment Jacques Attali). Même si leur objectif premier est de populariser à la fois les théories économiques libérales dans le champ académique et intellectuel et un projet de société libéral dans l'opinion publique<sup>98</sup>, à plus court terme, certains Nouveaux Economistes s'étaient impliqués à titre personnel dans la campagne des législatives de 1978 en soutenant des candidats de la majorité. A la fin des années 1970, les nouveaux économistes étaient plutôt « barristes », y compris l'un des plus radicaux Henri Lepage<sup>99</sup>. Ils avaient déjà pu directement exprimer leur vision néo-libérale de l'économie devant un parterre d'acteurs politiques, lors d'un colloque organisé par l'ALEPS le 13 novembre 1979 réunissant des universitaires, des membres du patronat et des hommes politiques (du RPR et de l'UDF) portant sur « Quelle politique économique ? Quelle relance ? ». Les Nouveaux Economistes ont donc déjà noué à la fin des années 1970 des contacts avec des acteurs politiques de premier plan issus du RPR et de l'UDF, tandis que certains jouaient déjà un rôle de « conseiller du Prince » auprès d'instances officielles, à l'instar d'André Fourçans, professeur à l'ESSEC, qui a été expert monétaire auprès de la Commission des communautés européennes<sup>100</sup>, tandis que Pascal Salin - qui avait écrit un rapport pour la Commission européenne sur l'inflation - fera partie de la commission économique de l'UDF de 1978 à 1981<sup>101</sup>. Cependant, c'est réellement au cours des années 1980 que la diffusion du néo-libéralisme des Nouveaux Economistes va être la plus importante principalement en raison d'un contexte international qui leur est favorable, et un contexte politique national qui, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, va permettre de présenter le libéralisme comme une véritable alternative au socialisme.

---

<sup>95</sup> Bruno Jobert et Bruno Théret, « La consécration républicaine du néo-libéralisme », in Bruno Jobert, *Le tournant néo-libéral en Europe. Idées et recettes dans les pratiques gouvernementales*, Paris, L'Harmattan, 1994, pp. 29-86.

<sup>96</sup> Jean Baudouin, « Le "Moment néo-libéral" du RPR : essai d'interprétation », *Revue française de science politique*, vol. 40, n°6, 1990, pp. 830-844.

<sup>97</sup> Johann Michel, « Peut-on parler d'un tournant néo-libéral en France ? », *Sens Public*, mai 2005.

<sup>98</sup> Henri Lepage, « Pour une politique de l'économie », *Liberté économique et progrès social*, n°29, Janvier, février, mars 1978, p.44.

<sup>99</sup> « Carte blanche à Henri Lepage », *Paris-Match*, 30 juin 1978, reproduit dans *Demain le libéralisme*, op.cit., p.563-565.

<sup>100</sup> Cf. Fiche d'André Fourçans dans *Who's Who in France 2012*, p. 869.

<sup>101</sup> Georges Mesmin, « Théoriciens et politiques. Les difficultés du dialogue », in *De l'ancienne à la nouvelle économie*, Aix-en-Provence, Librairie de l'Université d'Aix-en-Provence, 1987, p.221.

### 3.1 Les Nouveaux Economistes de l'ALEPS : think tank libéral d'opposition au gouvernement socialiste

A l'approche de l'élection présidentielle de 1981, les Nouveaux Economistes créent un bulletin hebdomadaire *La Nouvelle Lettre* dont l'objectif est de fournir une tribune politique afin qu'ils se positionnent par rapport à l'actualité. Pascal Salin s'y montre extrêmement critique de Raymond Barre dès le premier numéro<sup>102</sup>. Alors que le « libéralisme avancé » de Valéry Giscard d'Estaing ne leur convient guère, l'élection de François Mitterrand à la Présidence de la République va permettre aux Nouveaux Economistes de diffuser leurs idées dans des nouveaux lieux de sociabilités et à l'aide de nouveaux soutiens. Un militant libéral résume ainsi la situation : « l'épouvantail communiste avait amené des chefs d'entreprise à s'intéresser à l'univers libéral »<sup>103</sup>. Cette mobilisation du patronat pour soutenir ce mouvement est visible à travers l'évolution du budget de l'ALEPS qui est en constante augmentation jusqu'en 1988. En 1982, celui-ci s'élève à 247 680 francs (soit environ 77 500 euros actuels), en 1984 à 492 179,96 francs et en 1986 à 519 953, 85 francs (environ 128 000 euros actuels)<sup>104</sup>. L'ALEPS et les Nouveaux Economistes diffusent leur point de vue très radical sur leurs propres supports comme le bulletin de l'ALEPS qui titre l'un de ses éditoriaux « L'an 1 du collectivisme »<sup>105</sup> ou *La Nouvelle Lettre* qui paraît plus régulièrement aborde des sujets d'actualité qui sera l'une des tribunes principales de la Nouvelle Economie durant cette période.

Mais c'est également à l'extérieur de supports qui leur sont propres que les Nouveaux Economistes vont porter leur message libéral au moment où un nombre abondant de clubs se développent<sup>106</sup> comme le Club 89 animé par Alain Juppé (RPR), le club Perspectives et Réalités fondé par Valéry Giscard d'Estaing au cours des années 1960 et réactivé en 1982, ou encore le Club de l'Horloge<sup>107</sup>, club plus élitiste fondé par un groupe de jeunes énarques dans les années 1970 qui a une stratégie gramsciste consistant à mener une guerre culturelle contre la gauche afin d'acquérir le pouvoir. Tous ces clubs, au-delà des divergences idéologiques qui les séparent ont pour objectif de créer un socle commun à droite autour d'un certain libéralisme économique en réaction au dirigisme de la gauche<sup>108</sup>. Les membres de ces clubs se caractérisent souvent par une pluri-appartenance, tandis que leurs dirigeants se connaissent bien et forment ainsi une nébuleuse militante active. Le *Guide de l'opposition*<sup>109</sup>, écrit sous la direction de Patrick Buisson – qui était alors au début de sa longue carrière de stratège de la droite française – recense ainsi des centaines de clubs s'opposant au pouvoir socialiste. Les Nouveaux Economistes assistent et participent activement aux activités de ces clubs et y défendent leurs thèses. C'est par exemple le cas lors d'un colloque sur le « Péril bureaucratique » organisé par le Club de l'Horloge auquel des représentants de la Nouvelle

<sup>102</sup> Pascal Salin, « Tribune libre : La politique économique française est-elle libérale ? », *La Nouvelle Lettre*, n°1, 25 mars 1981.

<sup>103</sup> Entretien avec Georges Lane, 4 juin 2012.

<sup>104</sup> Informations issues des bulletins de l'association, *Liberté économique et progrès social*, n°45, 50 et 53.

<sup>105</sup> Jacques Garello, Editorial, « L'an 1 du Collectivisme », *Liberté économique et progrès social*, n°44, mai 1982.

<sup>106</sup> Pour une analyse complète de ces clubs voir François Denord, *La conversion au marché, droites et libéralisme économique dans la France des années 1980 : l'exemple du RPR, 1979-1974*, Mémoire de DEA d'Histoire du XXe siècle sous la direction de Serge Berstein, Paris, Institut d'études politiques : 1999.

<sup>107</sup> Cf. Catherine Rault, *Le Club de l'Horloge (1981-1986)*, Institut d'Etudes Politiques de Paris, Mémoire de DEA d'Histoire du XX<sup>ème</sup> siècle sous la direction de Serge Berstein, 1987.

<sup>108</sup> François Denord, « Les droites parlementaires et le libéralisme économique au début des années 1980 », in Olivier Dard et Gilles Richard, *Les droites et l'économie en France au XXe siècle*, Paris, Riveneuve Editions, 2011.

<sup>109</sup> Patrick Buisson (dir.), *Le guide de l'opposition*, Paris, Intervalles, 1983.

Economie participent. Le Nouvel Economiste André Fourçans devient quant à lui, président de la commission économique nationale du club Perspectives et Réalités<sup>110</sup>. Jacques Garelo, Président de l’ALEPS, s’engage très tôt dans les manifestations publiques organisées par les clubs de l’opposition. Il participe aux assises de la Liberté à Lyon le 29 janvier 1982 auprès de parlementaires UDF et RPR, ainsi que des représentants patronaux de l’époque dont l’ancien Président du CNPF François Ceyrac<sup>111</sup> qui sera ensuite nommé administrateur de l’ALEPS. Il assiste aux rendez-vous en tant que représentant de l’ALEPS aux « dimanche des clubs d’opposition au Sofitel Sèvres »<sup>112</sup>. Henri Lepage qui a noué des relations avec les aroniens écrit dans l’Express, même si la visibilité médiatique est principalement assurée grâce à Louis Pauwels, rédacteur en chef du *Figaro Magazine* qui leur permettra de collaborer au journal de manière régulière. Celui-ci déclare lors de la première remise du prix de la pensée libérale, en tant que Président du Jury : « ce que je défends dans le Figaro-Magazine avec mon équipe ne serait pas défendu de la même façon s’il n’y avait eu les Nouveaux Economistes. Ils m’ont apporté, c’est vrai, leur documentation et leur amitié. Ils m’ont fait découvrir la tradition libérale française, de Tocqueville à Bastiat, de Jean-Baptiste Say à Faguet, avant que Raoul Audouin ne me permette de découvrir Hayek et Mises<sup>113</sup>. » Parallèlement au *Figaro Magazine*, les Nouveaux Economistes écrivent régulièrement des articles dans *Le Figaro*. En parallèle, les réseaux aroniens, même s’ils se montrent idéologiquement en désaccord vis-à-vis des partisans de Hayek et des hommes politiques de droite fraîchement convertis au libéralisme économique, ouvrent leurs portes aux Nouveaux Economistes. Ces derniers publient à plusieurs reprises dans la revue *Commentaire*<sup>114</sup>, notamment dans un numéro consacré à « Hayek et la France » dans lequel Henri Lepage et Florin Aftalion écrivent pour défendre sa pensée face au politiste Bernard Manin. La collection Pluriel dirigé par le aronien Georges Liébert dans la maison d’édition Hachette, et la collection « Libertés 2000 » dans la maison d’édition Robert Laffont permettent aux Nouveaux Economistes de pouvoir publier leurs livres.

Les Nouveaux Economistes s’engagent donc sur tous les fronts pour faire entendre aux acteurs de l’opposition de droite leurs analyses sur la situation économique. Même si leur influence n’est qu’indirecte, puisque largement basée sur des relations informelles, elle contribue au référentiel global libéral qui va progressivement constituer le discours dominant à droite pendant un temps.

### 3.2 Les relais politiques des Nouveaux Economistes : le Parti Républicain et la bande à Léo

Depuis la venue de Friedrich Hayek à l’Assemblée Nationale en 1980, les Nouveaux Economistes avaient noué des liens avec certains parlementaires de l’UDF qui appartiennent à la même génération que celle des Nouveaux Economistes. Après l’élection présidentielle de

<sup>110</sup> Cf. sa fiche dans *Who’s who in France*, p. 869.

<sup>111</sup> Jacques Garelo, éditorial, « Lyon, Capitale de la Résistance », *Liberté économique et progrès social*, n°43, février 1982, p. 2-3.

<sup>112</sup> *Liberté économique et progrès social*, n°50, juin 1984, p.41.

<sup>113</sup> Louis Pauwels, « La remise du prix de la pensée libérale », *Liberté économique et progrès social*, n°54, p.13.

<sup>114</sup> Par exemple, Florin Aftalion, « Réglementation et déréglementation aux Etats-Unis », *Commentaire* n°16, hiver 1981-1982 ; Pascal Salin, « Echange inégal et illusion scientifique », *Commentaire* n°17, printemps 1982 ; Alain Wolfelsperger, « Injustice, inégalité et différence » *Commentaire*, n°21, printemps 1983 ; Pascal Salin, « Démocratie et liberté », *Commentaire*, n°36, hiver 1986-1987, Henri Lepage, « Le Marché est-il rationnel ? D’Adam Smith à F.A Hayek », Florin Aftalion, « La théorie sociale de F.A Hayek », *Commentaire*, n°22, été 1983.

1981, Georges Mesmin, député UDF et Pascal Salin décident de créer le GRALL (Groupe d'Action et de Liaison des Libéraux) avec des jeunes parlementaires de l'UDF (gravitant autour d'Alain Madelin) et les Nouveaux Economistes décident d'organiser des événements en commun pour préparer la bataille parlementaire qui s'annonce face au nouveau pouvoir socialiste. Selon les mots de son Président Georges Mesmin, député de Paris, « Le Groupe d'Action et de Liaison des Libéraux est une création de l'après dix mai. Il s'agissait de réunir de manière étroite des parlementaires qui œuvrent pour des idées libérales et les économistes qui partagent cette philosophie politique, regroupés sous le nom des « nouveaux économistes [...] ». Nous pensons que c'est autour des textes qui vont être discutés à l'Assemblée que notre action a le plus de chances d'avoir un certain impact »<sup>115</sup>. Le GRALL qui scelle l'alliance entre théoriciens libéraux qui viennent apporter leur expertise, et hommes politiques libéraux, organisera de nombreuses rencontres et actions par la suite. Elle accueille en plus de la bande à Léo (députés proches de François Léotard) d'autres députés UDF comme Edmond Alphandéry, un économiste proche de Pascal Salin député du XVI<sup>ème</sup> arrondissement de Paris,. Au-delà de l'organisation d'événements, le GRALL est également un groupe informel de proches qui se réunit toutes les semaines pour discuter des sujets d'actualité<sup>116</sup>. Ces liens informels et amicaux, entre Nouveaux Economistes et ces jeunes acteurs politiques de l'UDF issus de la « bande à Léo » qui se retrouvent chaque année aux Universités d'été de la Nouvelle Economie en présence des plus grands intellectuels libéraux internationaux<sup>117</sup>, est très importante, car officiellement les Nouveaux Economistes n'ont pas (encore) de fonction de conseiller dans ces partis. La représentation politique du libéralisme promue par les Nouveaux Economistes se fait donc par la Bande à Léo et plus particulièrement Alain Madelin.

Ce réseau de jeunes acteurs politiques va parvenir à se frayer un chemin politique en profitant de la fenêtre d'opportunité qui leur est offerte par la lourde défaite de la droite à l'élection présidentielle de 1981 et aux élections législatives de 1981 qui a pour conséquence indirecte un renouvellement générationnel à droite<sup>118</sup>. Ils seront largement médiatisés notamment par leur implication dans la guérilla parlementaire qu'ils mènent aux côtés de l'ensemble des cadets de la droite (RPR et UDF) contre les projets de loi socialistes<sup>119</sup>. Alain Madelin fait figure intellectuelle de la bande à Léo comme ont pu témoigner certains de ses collègues : « grâce à lui, nous sommes allés beaucoup plus loin que le RPR dans la réflexion libérale : Chirac en est réduit à nous chiper nos idées »<sup>120</sup>, « j'adore Madelin, parce que c'est un véritable intellectuel. Un homme d'une agilité d'esprit stupéfiante : il a des idées sur tout - et des plus audacieuses ! »<sup>121</sup>. Alain Madelin oriente ses amis politiques vers le libéralisme promu par les Nouveaux Economistes et les militants de l'ALEPS qui avaient contribué, rappelons-le, à sa reconversion idéologique et partisane<sup>122</sup>. Le Parti Républicain, composante

<sup>115</sup> « Syndicalisme et pouvoir dans l'entreprise : l'analyse libérale face aux projets Auroux », *ALEPS / GRALL*, Actes du Colloque du Palais des Congrès du 15 avril 1982, *archives de l'ALEPS*, Pochette n°4.

<sup>116</sup> Pascal Salin : « On se réunissait, me semble-t-il chaque semaine le jeudi soir. On était un petit groupe de quelques députés et quelques intellectuels pour discuter en particulier des problèmes d'actualités et voir quelles réponses libérales on pouvait apporter. ». Entretien avec Pascal Salin, 27 mai 2012.

<sup>117</sup> Par exemple pour la neuvième édition de 1987, James Buchanan (Prix Nobel), Gary Becker ou Arthur Seldon sont invités. Cf. *Nouvelle Lettre*, n°122, 25 mai 1987, spécial Université d'Eté.

<sup>118</sup> Pour une reconstitution de la trajectoire politique du groupe voir Philippe Benassaya, *Les hussards perdus de la République. L'échec de la droite libérale*, Paris, Bourin Editeur, 2007.

<sup>119</sup> Jacques Frémontier, *Les cadets de la Droite*, Paris, Editions du Seuil, 1984.

<sup>120</sup> Pascal Clément sur Alain Madelin. Cité in *Les cadets de la droite*, *op.cit.*

<sup>121</sup> François Léotard in *Ibid.*

<sup>122</sup> Frédéric Charprier, *Génération Occident*, *op.cit.* et entretien avec Jacques Garelo, 8 juin 2012.

principale de l'UDF au début des années 1980<sup>123</sup>, va progressivement s'imposer comme la charnière libérale de la droite. Elle inaugure les Rencontres du Parti Républicain animées par Alain Madelin qui se tiennent tous les mardis auxquelles sont conviés aussi bien des chefs d'entreprises, des responsables politiques que des intellectuels libéraux (les Nouveaux Economistes). Le document de présentation rédigé par les services du parti est clair sur la doctrine adoptée : « l'après-socialisme, c'est le libéralisme. Le libéralisme est pour nous, l'alternative à la société de contraintes. Le parti républicain veut réfléchir à un libéralisme moderne, être le laboratoire des idées de la liberté<sup>124</sup> ». François Léotard est élu en 1982 secrétaire général du Parti Républicain, Alain Madelin devient son conseiller politique et s'occupe des dossiers de fond, tandis que Gérard Longuet s'occupe davantage de l'organisation. Ce sont ces deux derniers qui pousseront François Léotard à avoir une ligne très libérale par la suite et à faire alliance avec Jacques Chirac pour les élections législatives, tandis que d'autres à l'UDF<sup>125</sup> dénonceront sa dérive libérale particulièrement visible puisque lui-même n'était pas à la base un libéral comme Madelin. Le discours libéral de François Léotard est particulièrement manifeste dans un entretien qu'il accorde au *Monde* : « Je ne suis pas un libéral frileux, inquiet ou complexe [...]. Je suis un libéral "point à la ligne". Le corps de doctrine auquel je crois n'est pas influencé par des pollutions venues d'ailleurs. Je ne suis pas un libéral mâtiné ou teinté de social-démocratie »<sup>126</sup>. Par ailleurs devant l'ALEPS, François Léotard donne des gages de son profond engagement en faveur de la philosophie politique libérale, non sans procéder à une certaine simplification de l'histoire de la droite française : « Le parti que je représente est l'héritier de la plus vieille famille libérale française. Le courant des « indépendants » trouve ses racines chez Benjamin Constant, chez Tocqueville, chez Bastiat, chez Hayek, chez Popper. C'est-à-dire chez tous ceux que vous reconnaissez comme les pères du libéralisme. »<sup>127</sup>

Le Parti Républicain est donc devenu progressivement, en raison – entre autres – du rôle personnel joué par Alain Madelin et du sens relationnel des membres des Nouveaux Economistes un passeur entre les thèses libérales américaines importées par les Nouveaux Economistes et le champ politique. Le Parti Républicain n'a plus grand chose en commun avec le « libéralisme avancée » de Valéry Giscard d'Estaing, le libéralisme de la « bande à Léo » étant largement plus ouvert aux expériences néo-libérales étrangères qui font office de modèle. La reconfiguration de la droite dans les années 1980 se fait donc autour du libéralisme en réaction au pouvoir socialiste, c'est en cela qu'on peut le qualifier comme François Denord de « libéralisme réactionnel »<sup>128</sup>. Dès lors, les Nouveaux Economistes seront amenés à jouer un rôle également central avec ses alliés politiques pour transformer ce regroupement de la droite autour d'un certain libéralisme, d'une mode à un programme politique.

---

<sup>123</sup> Alexis MASSART, *L'Union pour la démocratie française (UDF)*, Paris, France, coll. « Logiques politiques », 1999.

<sup>124</sup> Cité in Philippe Benassaya, *op.cit.*, 2007, p. 208-209.

<sup>125</sup> Notamment Simone Veil (« je n'étais pas d'accord avec le programme ultra-libéral qu'il préparait avec Léotard, Longuet et Madelin ») et François Bayrou (« Sur le fond, je ne suis pas sûr que Léotard était exactement sur leur ligne. Ce n'était pas lui qui construisait la ligne »). Cf. Philippe Benassaya, *Les hussards perdus de la République*, *op.cit.*, p.261-262.

<sup>126</sup> François Léotard dans *Le Monde*, 26-27 septembre 1982.

<sup>127</sup> Discours prononcé au dîner-débat « Quel libéralisme ? » organisé par l'ALEPS et le GRALL au salon « Conversation » de l'Hôtel Méridien à Paris le 13 février 1985. Reproduit dans *Liberté économique et progrès social*, n°53, mars 1985, p. 7-25.

<sup>128</sup> François Denord, *Néo-libéralisme version française*, *op.cit.*

### 3.3 La mise à l'agenda d'un programme politique libéral à droite

Au milieu des années 1980 de nombreux essais sont écrits par Les Nouveaux Economistes<sup>129</sup>, ainsi que par leurs relais politiques de la bande à Léo<sup>130</sup> pour populariser les idées libérales. Guy Sorman vante, quant à lui, dans des ouvrages accessibles à tous les publics les politiques libérales menées à l'étranger en réalisant de nombreux entretiens avec les acteurs de cette révolution outre-Atlantique<sup>131</sup>. Leurs modèles sont clairs : les politiques de dérèglementations menées par Ronald Reagan, une attitude intransigeante vis à vis des syndicats, une baisse des prélèvements obligatoires... Les Nouveaux Economistes de l'ALEPS vont consacrer leurs efforts à véhiculer cette forme de libéralisme auprès des différents acteurs politiques de droite, particulièrement le leader du RPR, Jacques Chirac, en faisant passer, comme a noté un observateur, un « examen de passage "ès libéralisme" aux futurs candidats à la succession de Mitterrand » soumis à un « véritable jury de concours »<sup>132</sup> constitué par Henri Lepage, Florin Aftalion, Pascal Salin et Jacques Garello.

Tandis que la loi Savary sur l'enseignement supérieur est votée à la fin de l'année 1983, l'ALEPS et le GRALL organisent ensemble une rencontre entre Jacques Chirac et les Nouveaux Economistes le 26 janvier 1984 au Palais des Congrès de Paris. L'intitulé de cette rencontre est claire et reflète la volonté des organisateurs : « Le libéralisme peut-il inspirer un projet politique ? ». Près d'un an auparavant, en avril 1983, Raymond Barre avait été invité à venir sur le même thème et avait répondu positivement tout en restant flou sur les contours de son libéralisme. Il s'était engagé à introduire des mécanismes d'autonomie et de concurrence dans l'Université, à baisser massivement le budget de l'Etat et avait concédé que lorsqu'il était au gouvernement, il « avoue volontiers qu'[il] n'ai pas pu aller aussi loin qu'[il] le voulait<sup>133</sup> ». Le Président du RPR Jacques Chirac tient quant à lui un discours nettement plus libéral, qui sera remarqué par la presse, témoignant d'une véritable volonté de convaincre les économistes présents qu'il peut être le héraut du libéralisme radical qu'ils défendent. Commencant son discours en citant une phrase du best-seller d'Henri Lepage *Demain le capitalisme*, il offre une vision économique proche des conceptions des Nouveaux Economistes et déclare : « La place de l'Etat dans la société française, et pas seulement dans l'économie, est tout à fait excessive. Il faut donc la ramener à de plus justes proportions. » Il accorde au marché un rôle très proche des conceptions de Friedrich Hayek le concevant comme un ordre spontané permettant l'harmonie des intérêts individuels : « c'est dans ce marché, où certains veulent voir, sinon le diable, du moins une entité mystérieuse et maléfique, que se réalise la volonté du plus grand nombre inspirée par des réactions de simple bon sens ». Il offre également une vision de l'Etat très proche des positions libertariennes et des théoriciens des choix publics : « l'Etat est devenu une sorte de Gargantua dont l'appétit ne cesse de croître à mesure qu'il dévore. Les conséquences sont graves car, à ce stade-là, cela fait d'ores et déjà plus d'un français sur trois – si l'on compte une population active de l'ordre de 21 millions – qui travaille pour l'Etat. ». Citant les Etats-Unis de Ronald Reagan, l'Allemagne d'Helmut Kohl, le Royaume-Uni de Margaret Thatcher en exemples, il en

---

<sup>129</sup> Henri Lepage, *Vive le commerce*, Paris, Editions Dunod, 1982 ; Henri Lepage, *Pourquoi la Propriété*, Paris, Editions Hachette, 1985 ; Michel Prigent (dir.), *La liberté à refaire*, Paris, Hachette, 1984.

<sup>130</sup> Charles Millon, *L'extravagante histoire des nationalisations*, Paris, Plon, 1984 ; Alain Madelin, *Pour libérer l'école. L'enseignement à la carte*, Paris, Robert Laffont, 1984.

<sup>131</sup> Guy Sorman, *La Révolution Conservatrice américaine*, Paris, Fayard, 1983. ; Guy Sorman, *La Solution libérale*, Paris, Fayard, 1984.

<sup>132</sup> Robert Lozada, « Chirac est-il libéral ? », *La Vie Française*, 6-12 février 1984.

<sup>133</sup> « Discours de Monsieur Raymond Barre au dîner-débat de l'ALEPS et du GRALL, Paris 27 Avril 1983 », *Liberté économique et progrès social*, n°46-47, Octobre 1983 (numéro double), p. 32.



conclut, dans une phrase qui fera les titres d'articles dans la presse : « Le libéralisme ne sera pas un choix mais une nécessité ». Il note cependant une différence entre « le praticien et le théoricien », mais lors d'une réponse encourage fortement les Nouveaux Economistes en légitimant leur rôle quand il déclare : « Je dirai pour soutenir l'action de nos penseurs libéraux – sans céder aux idéologies car c'est toujours dangereux – qu'il faut bien un libéralisme absolu pour nous inciter à faire concrètement aujourd'hui le libéralisme nécessaire. Nous leur en sommes reconnaissants<sup>134</sup>. »

Même si le discours caricatural de Jacques Chirac est adapté à son auditoire, il témoigne d'une volonté d'apparaître comme un libéral authentique aux yeux de l'opinion et des médias, ce qui montre une certaine victoire intellectuelle des Nouveaux Economistes qui ont contribué à rendre un positionnement public libéral désirable auprès de représentants de la classe politique. Jacques Chirac, alors maire de Paris s'illustrera une nouvelle fois aux yeux des Nouveaux Economistes, lorsqu'à l'occasion d'un meeting de la Société du Mont Pèlerin organisé par l'Institut Economique de Paris (dirigé par Pascal Salin) début mars 1984, il accueille Friedrich Hayek à la Mairie de Paris pour lui remettre la médaille de Vermeil de la ville<sup>135</sup>. Jacques Chirac rend hommage à l'œuvre et au militantisme anti-socialiste du penseur autrichien : « votre œuvre ne s'est pas bornée à une critique économique. Il faut également rendre hommage à l'analyste social ou, si vous préférez, au philosophe qui a su mettre en lumière les implications inéluctables de l'avènement du socialisme dans nos sociétés »<sup>136</sup>. Après un entretien d'une heure avec le Maire de Paris, Friedrich Hayek proclame que « même en France le libéralisme classique est devenu la nouvelle pensée ». *Le Figaro Magazine* reprend la phrase d'Hayek dans un article<sup>137</sup> consacré à ce qui est un véritable événement pour les Nouveaux Economistes. Jacques Chirac a poursuivi sa stratégie de positionnement clairement libérale en accordant un long entretien à Pascal Salin le 14 avril 1984 dans *Le Figaro Magazine*<sup>138</sup>, dans lequel il décline à peu près la même argumentation anti-socialiste vantant le capitalisme libéral citant l'intérêt de la pensée de l'économiste Frédéric Bastiat qui serait négligée dans les enseignements économiques en France. Ce qui est intéressant à travers ces discours, c'est cette réelle volonté d'être « perçu » comme libéral au niveau de son économie. De plus, l'attrait croissant pour le libéralisme économique va largement au-delà des acteurs politiques de droite, puisque le nombre de français sondés par la SOFRES jugeant positivement le libéralisme augmente de 5 points entre 1980 et 1985 (de 52 à 56 %), tandis que le nombre de français jugeant positivement les nationalisations diminue de 11 points sur la même période (40 à 29 %)<sup>139</sup>. C'est dans ce climat intellectuel de plus en plus libéral, que le RPR publie son programme *Libres et responsables* et qu'il tient ses Assises à Grenoble où le discours est nettement libéral en matière économique et conservateur sur les questions de société<sup>140</sup>.

---

<sup>134</sup> Toutes les citations sont issues de la reproduction du discours de Jacques Chirac : « le libéralisme peut-il inspirer un projet politique ? », *Liberté économique et progrès social*, n°49, Mars 1984

<sup>135</sup> Jacques Garello, Editorial, « La vague Hayek déferle sur la politique », *Liberté économique et progrès social*, n°50, mars 1984, p.2-5.

<sup>136</sup> Jacques Chirac cité in Jacques Garello, « Le grand retour du libéralisme », *Liberté économique et progrès social*, juin 1984, p.5-6.

<sup>137</sup> « Le libéralisme classique est devenu la nouvelle pensée », *Le Figaro Magazine*, 10 mars 1984.

<sup>138</sup> « Mon programme pour changer la société. Entretien avec Jacques Chirac », *Le Figaro Magazine*, 14 avril 1984.

<sup>139</sup> Sondages effectués par la SOFRES en 1980 et 1985 extraits de Elisabeth Dupoirier et Gérard Grunberg, *La drôle de défaite de la gauche*, Paris, Presses Universitaires de France, 1986, p. 42.

<sup>140</sup> Cf. Pierre Bréchon, Jacques Derville, et Patrick Lecomte, *Les cadres du RPR*, Paris, Economica, 1987.

Les conditions sont ainsi réunies pour la constitution d'un programme avec une forte dimension libérale dans la perspective des élections législatives de 1986 et comme le déclare François Léotard devant ses amis libéraux de l'ALEPS lors d'une conférence : « l'ensemble des formations de l'opposition a accepté cette idée simple que le libéralisme est, à présent, la base de chacun des projets politiques qui seront élaborés par l'UDF et le RPR »<sup>141</sup>. La bande à Léo se déplace pour leur Université d'Eté en septembre<sup>142</sup>, puis une « croisière libérale » est organisée avec *Le Figaro Magazine* sur un bateau avec la Bande à Léo le 17 novembre 1985 marquant l'apogée de la convergence entre acteurs libéraux intellectuels, politiques et médiatiques. Le même mois, François Léotard et ses deux conseillers (Alain Madelin et Gérard Longuet) rencontrent Jacques Chirac afin de préparer les législatives et rédigent ensemble une plateforme commune RPR-UDF intitulée « plate-forme pour gouverner ensemble »<sup>143</sup>. Elle est préparée en coulisses par Edouard Balladur, Alain Juppé, Alain Madelin et Gérard Longuet, entourés de conseillers comme le nouvel économiste André Fourçans. Cette plate-forme est résolument libérale sur le plan économique puisqu'elle comprend un vaste programme de dénationalisation, la réduction des prélèvements obligatoires, la suppression de l'ISF, l'assouplissement du Droit du travail, le recentrement de l'Etat sur ses missions régaliennes, l'autonomie des universités, le désengagement de l'Etat dans la culture et la communication...

Les Nouveaux Economistes voient donc la plupart de leurs idées être inscrites dans un programme politique, mais alors que ces derniers sont mobilisés à la veille des élections, ils s'inquiètent de la volonté réelle de la future majorité de mettre en application leurs promesses. Jacques Garelo écrit un ouvrage en guise d'avertissement, *Lettre à nos dirigeants*<sup>144</sup>, préfacé par Louis Pauwels, où il exhorte la droite française à avoir un véritable dogme à l'inverse du passé où celle-ci aurait été pragmatique en menant des politiques insuffisamment libérales. Les élections législatives de 1986 consacrent une victoire de l'alliance du RPR et de l'UDF et le gouvernement Chirac forme la première cohabitation de la V<sup>ème</sup> République. La répartition des postes ministériels entre les deux partis se fait en défaveur de l'UDF, les grands ministères échappant à la « Bande à Léo ». Cependant, neuf membres occupent un portefeuille ministériel en ayant la volonté d'y appliquer des politiques libérales. Dans un document interne du parti Républicain<sup>145</sup>, on peut lire les grandes lignes qui guident l'action des ministres fraîchement élus. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la culture entend « faire de la culture, une entreprise », Alain Madelin, Ministre de l'Industrie déclare « qu'il ne faut pas tricher avec les lois de l'économie », Jacques Douffiagues, Ministre délégué chargé des transports indique que « la finalité n'est pas de perdurer à l'abri d'un monopole ou de règlements protecteurs. Elle est de servir le public au moindre coût, avec l'obligation de vigilance qui est celle de chef d'entreprise ». Les Nouveaux Economistes sont proches des équipes de ces ministres (notamment celles de Madelin) et joueront le rôle de « conseillers du Prince » à l'instar de Pascal Salin qui « tutoyait six ministres » ou Henri Lepage qui avait un bureau au Ministère alors que des déjeuners hebdomadaires étaient organisés chaque semaine avec les équipes d'Alain Madelin<sup>146</sup>. Les politiques publiques effectives menées par la droite au pouvoir vont d'ailleurs dans un sens néo-libéral : politiques de privatisations (une soixantaine de groupes industriels) permettant aux français d'accéder

<sup>141</sup> « Quel libéralisme ? Dîner avec François Léotard », *Liberté économique et progrès social*, n°53, mars 1985.

<sup>142</sup> « Les Nouveaux Economistes passent au crible les projets libéraux, huitième Université d'été de la Nouvelle Economie », *Liberté économique et progrès social*, n°54, août 1985. p. 52.

<sup>143</sup> « Plateforme pour gouverner ensemble », *UDF-RPR*, 1986

<sup>144</sup> Jacques Garelo, *Lettre ouverte à nos dirigeants*, (pref. Louis Pauwels), Paris, Albatros, 1986.

<sup>145</sup> « Pour la France faire équipe. Conseil National du 15 novembre 1986 au Palais des congrès à Paris », *Parti Républicain*, 1986.

<sup>146</sup> Entretien avec Henri Lepage, 16 mai 2012 et avec Pascal Salin, 27 mai 2012.

facilement à l'actionnariat, diminution des prélèvements fiscaux, suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, suppression de l'autorisation administrative de licenciement et diminution des dépenses des ministères. Alain Madelin ira même jusqu'à prédire la disparition de son propre ministère qui fera l'objet d'importantes coupes budgétaires et qui mettra fin aux subventions à certains chantiers navals, tandis que c'est à cette période que des chaînes télévisées sont privatisées à la suite de l'adoption de la « Loi Léotard ». Cependant, le réformisme libéral des ministres du Parti Républicain est très vite contrarié, notamment par la mort de l'étudiant Malik Oussekiné le 6 décembre 1986, en marge des manifestations étudiantes contre le projet de loi Devaquet visant à renforcer l'autonomie des Universités. Le gouvernement est alors accusé très rapidement d'ultra-libéralisme à cause de personnalités comme Alain Madelin, Gérard Longuet ou François Léotard. Les divisions sont croissantes au sein de l'UDF entre centristes réunis autour de Raymond Barre et libéraux autour de François Léotard. Jean-Pierre Soisson, proche de Raymond Barre condamne vigoureusement l'orientation idéologique de la composante libérale de l'UDF dans un article du *Monde*<sup>147</sup>. Ces critiques externes, les divisions internes à l'UDF et l'effacement progressif de François Léotard à la veille de l'élection présidentielle contribuent à faire imploser le groupe de la bande à Léo, tandis que les Nouveaux Economistes doctrinaires sont très déçus du résultat. La réforme principale qu'attendent la plupart de ces Nouveaux Economistes – la concurrence entre les Universités – est avortée, tandis que la droite ne réforme pas en profondeur le système de sécurité sociale que les libéraux auraient souhaité partiellement privatiser. L'aventure libérale consacrant l'alliance des économistes libéraux et de leurs relais politiques prend fin puisqu'elle est durement sanctionnée par les urnes lors de l'élection présidentielle de 1988 marquée par l'effondrement de l'UDF – qui perd près de 12 points par rapport à 1981 – tandis que le score du parti de Jacques Chirac se maintient à son score de 1981 à (20 %). Cette défaite est d'autant plus grave pour les acteurs politiques libéraux du Parti Républicain qu'elle sera perçue par les dirigeants de l'UDF comme une conséquence du positionnement libéral des membres du Parti Républicain, particulièrement Alain Madelin<sup>148</sup>.

Notre étude historique de l'ALEPS et de l'institutionnalisation des « Nouveaux Economistes » a mis au jour les transformations des principaux acteurs et canaux de diffusion de la pensée néo-libérale en France. D'un club patronal, défenseur du statu quo, l'ALEPS s'est peu à peu imposée sous l'égide des Nouveaux Economistes en vulgarisatrice de théories académiques animée par des économistes qui au fil du temps deviendront « conseillers du prince ». Elle a su se poser en intermédiaire entre intellectuels internationaux, intellectuels français, hommes politiques et l'opinion publique française, devenant un véritable *think tank* dans la mesure où elle devient une « passerelle entre ceux qui ont des idées et rêvent d'avoir le pouvoir, et ceux qui ont le pouvoir et veulent appuyer leur action sur une analyse réfléchie. »<sup>149</sup>. L'ALEPS peut ainsi être qualifiée de *proto think tank* libéral, d'une part parce qu'elle fut la première organisation défendant ces idées à imiter les techniques de communication et d'organisation des *think tanks* anglais et américains, d'autre part parce qu'elle a été le moteur d'une nébuleuse militante plus large qui créera par la suite de multiples *think tanks* : *Contribuables Associés*, *L'Institut pour la Réforme des Administrations Publiques (Ifrap)*, *L'Institut Euro 92* (dirigé par Alain Madelin), *L'Institut Turgot*, *l'IREF*, *L'Institut Economique Molinari*... Toutes ces organisations ont pour point commun d'être en liaison avec des réseaux internationaux de *think tanks* (comme l'Atlas research Economic Foundation basée à Washington), d'être convaincues de leur rôle de promotion de leurs idées

---

<sup>147</sup> Jean-Pierre Soisson, « Raymond Barre, ici et maintenant », *Le Monde*, 3 juin 1987.

<sup>148</sup> Jean-Marie Donegani et Marc Sadoun in Jean-François Sirinelli, *op.cit.*, p.821-822

<sup>149</sup> Stephen Boucher et Martine Royo, *Les think tanks*, *op. cit.*, p. 43.

auprès des leaders d'opinion et du rôle d'experts qu'elles doivent endosser auprès des décideurs politiques. Elles sont en cela les héritières de l'Aleps qui en chapeaute certaines.

Nous avons pu à travers ce travail de recherche nous confronter à plusieurs difficultés méthodologiques qui se posent pour l'étude des *think tanks* ou d'organisations proches en France. Tout d'abord, la question de leur définition et de leur délimitation qui est l'« une des tâches conceptuelles les plus difficiles pour analyser ces organisations »<sup>150</sup> tandis que la frontière qui les sépare d'autres organismes proches est subjective<sup>151</sup>. Nous avons essayé de montrer à partir d'une méthode historique consistant à retracer finement la trajectoire des acteurs et l'activité de l'association que l'objectif et le répertoire d'action de l'organisation avait évolué à travers le temps. Au départ, constitué comme un club de rencontre d'acteurs se caractérisant par leur multi-positionnalité et par leur rôle de prophète dans leurs champs respectifs, l'Aleps avec l'arrivée des nouveaux économistes s'est transformée en *advocacy tanks* obéissant à deux rôles des *think tanks* selon Mc Gann et Weaver<sup>152</sup> : un rôle de recherche sur des questions de politiques publiques et un rôle encore plus flagrant de connecteurs de réseaux et d'échange d'idées auprès d'acteurs politiques avec lesquels ils avaient tissé préalablement des liens personnels. C'est en attachant une place importante à l'intentionnalité des acteurs et à leurs représentations (sociologie compréhensive), au contexte politique et social dans lequel ils évoluent, que nous avons tenté d'analyser comment ce *think tank* s'est institutionnalisé et quelles ont été les conséquences politiques de son action.

Nous avons été également confrontés à une autre difficulté pour étudier les *think tanks* qui est la difficulté pour le chercheur d'utiliser ce label pour désigner des organisations françaises. Nous retrouvons avec les faibles moyens de l'ALEPS et ses faibles effectifs une des limites à l'importation du concept des *think tanks* pour l'analyse de la politique française : très peu d'organisations désignées comme telles ou s'en réclamant ne disposent ni d'un budget, ni d'une équipe, comparables à celle des *think tanks* américains ou britanniques. Le classement des *think tanks* opérée régulièrement par James Mc Gann est là pour nous le rappeler<sup>153</sup> : très peu de *think tanks* français apparaissent dans le classement et ceux qui y font une apparition sont souvent dépendantes de l'Etat, alors que l'indépendance vis-à-vis de l'Etat est considérée comme un des éléments caractérisant les *think-tanks*. Les tentatives d'importation du modèle des *think tanks* en France nous semble témoigner de la volonté de certaines associations et groupements intellectuels français d'imiter ces organisations afin d'exercer un pouvoir politique à partir d'une légitimation de savoirs issus de sciences sociales qui viennent concurrencer l'expertise d'état largement monopolisée par une élite administrative. Mais la difficulté de l'institutionnalisation de ces *advocacy tanks* en France pose également question : quelles sont les conditions qui freinent ou qui favorisent l'apparition de ce type d'organisations ? Bien que n'ayant pas traité du sujet dans notre présentation, nous trouvons les conditions formulées par James Mc Gann et Richard Weaver<sup>154</sup> intéressantes pour tenter d'expliquer les freins français à l'importation du modèle des *think tanks* en France. La structure du régime politique (centralisé), l'environnement

---

<sup>150</sup> Traduction libre à partir de James G McGann et Richard K. Weaver (dir.), « Think Tanks and Civil Societies in a Time of Change », in James G McGann et Richard K. Weaver (dir.), *Think Tanks & Civil Societies: Catalysts for Ideas and Action*, New Brunswick, Etats-Unis, Transaction Publishers, p.4.

<sup>151</sup> Stephen Boucher et Martine Royo, *Les think tanks : cerveaux de la guerre des idées*, Paris, Félin, 2006, p. 34.

<sup>152</sup> James G McGann et Richard K. Weaver (dir.), « Think Tanks and Civil Societies in a Time of Change », *op. cit.*

<sup>153</sup> James G. McGann, *The Think Tanks and Civil Societies Program: The Global « Go-To Think Tanks »* [Rapport], Philadelphia, Foreign Policy Research Institute, 2007.

<sup>154</sup> James G McGann et Richard K. Weaver (dir.), « Think Tanks and Civil Societies in a Time of Change », *op. cit.*

fiscal (moins favorable qu'aux Etats-Unis par exemple où le don est encouragé), l'environnement idéologique (affrontement partisan fort en France), ou l'environnement institutionnel (monopole de l'expertise par des organes étatiques ou dans les cabinets ministériels<sup>155</sup>) sont certainement des facteurs qui ont constitué un frein à l'importation des *think tanks* en France.

---

<sup>155</sup> La concentration du processus décisionnel dans les cabinets ministériels et le quasi-monopole des élites politico-administratives en France a été notamment souligné par Catherine Fieschi et John Gaffney, « French Think Tanks in a Comparative Perspective », in Diane Stone, Andrew Denham et Mark Garnett (dir.), *Think Tanks Across Nations: a Comparative Approach*, Manchester, Manchester University Press, pp. 42-58 et John Gaffney, « The Political Think-Tanks in the UK and the Ministerial Cabinets in France », *West European Politics*, 1991, vol. 14, n°1, pp. 1-17.

<b>ANNEXE 1 : éléments biographiques sur les membres du groupe des Nouveaux Economistes</b>				
	<b>Diplômes</b>	<b>Fonction lors de la création du groupe des Nouveaux Economistes</b>	<b>Autre (fonctions ou titres académiques, administratifs ou politiques)</b>	<b>Rôle dans l'ALEPS</b>
<b>AFTALION Florin</b>	Diplômé de l'Ecole Nationale supérieure du pétrole et des moteurs Docteur en sciences physiques de l'Université de Paris MBA, Northwestern University PHD, Northwestern University	Professeur à l'ESSEC	Fondateur puis directeur de la collection « Libre-Echange » aux Presses Universitaires de France Membre de la Société du Mont Pèlerin	Membre du Conseil d'administration (1984)
<b>BRAMOULLE Gérard</b>	DES en droit public (Institut d'Etudes Politiques de Paris) Doctorat de sciences économiques Agrégé en sciences économiques	Professeur à la faculté d'Aix-Marseille III	Adjoint aux finances de la ville d'Aix-en-Provence Membre de la Société du Mont Pèlerin	
<b>CLAASSEN Emil Maria</b>	Etudes réalisées en Allemagne Doctorat de sciences économiques Agrégé en sciences économiques	Professeur à Paris-Dauphine	Membre fondateur du séminaire Jean-Baptiste Say	
<b>FOURCANS André</b>	Diplôme d'ingénieur de l'Ecole Supérieure du Bois Master in Business Administration (University of Illinois) PHD in Business Administration (University of Indiana) Docteur en sciences économiques (Université Paris II)	Professeur à l'ESSEC	Professeur à l'Université Carnegie-Mellon à Pittsburgh (1976-1977) Corédacteur de la plate-forme commune de gouvernement UDF-RPR (1986 et 1993) Parlementaire européen (1986-1989 ; 1993-1994 et 1996-1999)	
<b>GALLAIS-HAMMONO Georges</b>		Professeur à la faculté d'Orléans		
<b>GARELLO Jacques</b>	DES en Droit Public et en Economie Politique, IEP Paris (Université d'Alger) Docteur en sciences économiques (Université d'Aix-Marseille) Agrégé de sciences économiques	Professeur à la faculté d'Aix-Marseille III	Membre de la société du Mont Pèlerin	Membre, vice-président (1974-1980), puis Président (1980)
<b>JENNY Frédéric</b>	Master in Economics (Harvard) Docteur en sciences économiques (Université de Paris)	Professeur à l'ESSEC		
<b>LEPAGE Henri</b>	Diplômé de l'IEP de Paris Master of Economics (Université du Colorado) London School of Economics	Chargé d'études à l'Institut de l'Entreprise	Délégué général de l'Institut Euro 92 (1989-2001), Administrateur du groupe PPE-DE au Parlement Européen (2001-2008) Membre de la Société du Mont Pèlerin	Membre du Conseil d'Administration (1980)
<b>PILISI Daniel</b>	Docteur en sciences économiques (Université de Paris) Agrégé de sciences économiques	Professeur à Paris-Dauphine	Membre fondateur du séminaire Jean-Baptiste Say	
<b>ROSA Jean-Jacques</b>	DEA de Sciences Economiques (Institut d'Etudes Politiques de Paris) Docteur en Sciences Economiques (Université de Paris) Agrégé de sciences économiques	Professeur à l'IEP de Paris	Membre du Conseil d'Analyse Economique -1997-1999) Membre de la société du Mont Pèlerin Fondateur puis directeur du programme doctoral en sciences économiques de l'IEP de Paris (1978-2005)	
<b>SALIN Pascal</b>	Faculté de droit de Bordeaux Licence de sociologie Diplômé de l'IEP de Paris Docteur en sciences économiques Agrégé de sciences économiques	Professeur à Paris Dauphine	Membre fondateur du Séminaire Jean-Baptiste Say Membre de la commission économique de l'UDF (1978-1981) Conseil d'institutions internationales Président de la Société du Mont Pèlerin (1994-1996)	Membre du Conseil d'Administration (1977-1980), puis vice-président (1980)
<b>WEBER André-Paul</b>	DES de Sciences Economiques (Université de Nancy) Docteur en Sciences Economiques (Université Paris I)	Professeur à l'ESSEC		
<b>WOLFELSPERGER Alain</b>	Docteur en sciences économiques Agrégé en sciences économiques	Professeur à l'IEP de Paris	Membre fondateur du séminaire Jean-Baptiste Say	

**Annexe 2 : communications présentées par les Nouveaux Economistes aux congrès de la Société du Mont Pèlerin (source : Liberaal Archief)**

	<b>Meetings ayant donné lieu à une contribution</b>	<b>Intitulé de la communication présentée</b>
<b>Pascal Salin</b>	<sup>rd</sup> 23 Meeting Hoover Institution, Stanford University, USA, September 7-12, 1980	« Do Conservative Governments Make a Difference : Social and Economic Policies? »
	24th Meeting Berlin, Germany, September 5-10, 1982 “For a Free Society in the Coming Decade”	« The European Community: Friend or Foe of the Market Economy. Comment on the Papers by Victoria Curzon Price and Milton Friedman »
	25th Meeting Cambridge, UK, September 2-8, 1984 “How Fares the Free World?”	« Comment on the Paper by James Buchanan. Can Democracy be Tamed? »
	27 <sup>th</sup> Meeting Tokyo/Kyoto, Japan, September 5-9, 1988 “Toward an Open World Order”	« The Contribution of Flexible Rates to an International Monetary Order »
<b>Henri Lepage</b>	22nd Meeting Hong Kong, September 3-9, 1978	« Is the Tide Turning? The French Experience »
	25th Meeting Cambridge, UK, September 2-8, 1984 “How Fares the Free World?”	« A comment », dans le cadre d’une session intitulée : Road to Serfdom, after 40 years
	26th Meeting Saint-Vincent, Italy, August 31-September 6, 1986	«A comment on Becker »
<b>Florin Aftalion</b>	26th Meeting Saint-Vincent, Italy, August 31-September 6, 1986	- Président de la session intitulée : «The Case for Free Market Immigration »
<b>Jean-Jacques Rosa</b>	23rd Meeting Hoover Institution, Stanford University, USA, September 7-12, 1980	«Denationalization and Deregulation of Industry: The French Experience 1976-1980 »

